



NOTE MENSUELLE DE CONJONCTURE

N° 08-23

Août 2023

TABLE DE MATIERES

SYNTHÈSE	4
I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	7
I.1. PAYS AVANCÉS	8
I.2. ÉCONOMIES ÉMERGENTES ET PAYS EN DÉVELOPPEMENT	9
I.3. MARCHÉS DES PRODUITS EXPORTÉS ET DES CHANGES	11
II. CONJONCTURE NATIONALE	14
II.1. SECTEUR RÉEL	15
II.1.a. Secteur primaire	15
II.1.b. Secteur secondaire	17
II.1.c. Secteur tertiaire	20
II.1.d. Prix	22
II.1.e. Emplois	24
II.2. FINANCES PUBLIQUES	25
II.2.a. Recettes totales et dons	25
II.2.b. Dépenses totales et prêts nets	27
II.2.c. Financement	27
II.3. COMMERCE EXTÉRIEUR	28
II.3.a. Exportations	28
I.1.a. Importations	29
I.1.a. Répartition géographique des échanges	30
II.4. SITUATION MONÉTAIRE ET MARCHÉ BOURSIER	31
II.4.a. Situation monétaire	31
II.4.b. Marché boursier	31

TABLE DES ILLUSTRATIONS GRAPHIQUES

Graphique 1 : Evolution du taux d'inflation mondial (en %)	7
Graphique 2 : Evolution du taux directeur de la BCE (en %)	8
Graphique 3 : Evolution du taux directeur de la FED (en %)	8
Graphique 4 : Evolution du taux de croissance annuel au niveau mondial et dans les principales économies (en %)	8
Graphique 5 : Evolution du taux de croissance annuel dans les principales économies avancées (en %)	9
Graphique 6 : Taux de croissance annuel des principales économies émergentes (en %)	9
Graphique 7 : Taux de croissance annuelle des deux principales économies de l'Afrique subsaharienne en 2023 (en %).....	10
Graphique 8 : Évolution du cours du baril de pétrole brut en dollars.....	11
Graphique 9 : Évolution de l'indice du cours de l'engrais	11
Graphique 10 : Évolution du cours de l'euro par rapport au dollars US	13
Graphique 11 : Évolution du taux minimum de soumission aux appels d'offres d'injection de liquidité	14
Graphique 12 : Évolution du taux de guichet de prêt marginal	14
Graphique 13 : Évolution trimestrielle des taux de change effectifs réel et nominal et du rapport des prix.....	15
Graphique 14 : Evolution de la dynamique de l'indice de la production industrielle en glissement annuel	17
Graphique 15 : Evolution de l'indice de la production Industrielle.....	18
Graphique 16 : Production et vente de produits pétroliers	19
Graphique 17 : Evolution de la consommation d'électricité	19
Graphique 18 : Evolution de l'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail.....	20
Graphique 19 : Evolution de la dynamique de l'indice général des prix à la consommation en glissement annuel	22
Graphique 20 : Evolution des prix de quelques produits alimentaires en glissement annuel	23
Graphique 21 : Evolution des prix de quelques services en glissement annuel	23
Graphique 22 : Évolution des principaux agrégats des finances publiques à fin juin	27
Graphique 23 : Répartition géographique des exportations à fin juillet 2023	30
Graphique 23 : Répartition géographique des importations à fin juillet 2023.....	30
Graphique 25 : Evolution de la masse monétaire et de ses contreparties	31
Graphique 26 : Évolution des principaux indicateurs du marché boursier de l'UEMOA.....	32
Graphique 27 : Évolution des indices moyens boursiers sectoriels au premier semestre 2023, en glissement annuel	32

TABLEAUX

Tableau 1 : Evolution des principaux produits de base.....	12
Tableau 2 : Evolution des principales productions de l'agriculture d'exportation	16
Tableau 3 : Structure des exportations en valeur à fin juillet 2023 et 2022.....	29
Tableau 4 : Structure des importations en valeur à fin juillet 2023 et 2022	29

LISTE DES ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES

BCE	Banque Centrale Européenne
BCEAO	Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest
BES	Bureau d'Etat des Statistiques de la Chine
BNS	Bureau National de Statistique de la Chine
BRVM 30	Indice regroupant les trente (30) valeurs les plus échangées sur un trimestre
BRVM Composite	Indice regroupant l'ensemble des entreprises cotées à la BVRM
BRVM Prestige	Indice regroupant l'ensemble des valeurs inscrites sur le Compartiment Prestige
BRVM	Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CAN	Coupe d'Afrique des Nations
CEDEAO	Communauté Économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CNRA	Centre National de Recherche Agronomique
COVID-19	Maladie à Coronavirus 2019
EUROSTAT	Office statistique de l'Union européenne
FED	Fédéral Reserve (Réserve fédérale des États-Unis.)
FMI	Fonds Monétaire International
ICA	Indice du Chiffre d'Affaires
IHPC	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
IHPI	Indice Harmonisé de la Production Industrielle
IPPI	Indice des Prix de la Production Industrielle
MMBTU	Millions d'unités thermiques britanniques
NBS	Office National des Statistiques du Nigeria
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement économiques
ONS	Office National des Statistiques
ONU	Organisation des Nations Unis
PER	Ratio boursier correspondant au rapport entre la valeur en bourse d'une entreprise et ses profits
PIB	Produit Intérieur Brut
PND	Plan National de Développement
SBJ	Bureau des Statistiques du Japon
SMS	Short Message System
TCEN	Taux de Change Effectif Nominal
TCER	Taux de Change Effectif Réel
TIC	Technologies de l'Information et de la Communication
TIPS	Terminal Industriel Polyvalent
UEMOA	Union Économique et Monétaire Ouest Africaine
US	United States (Etats-Unis d'Amérique)

SYNTHÈSE

Valeurs en FCFA, sauf indications contraires

Au niveau mondial, l'activité économique évolue dans un environnement économique morose, caractérisé par les facteurs suivants :

- la persistance de la guerre en Ukraine et des sanctions occidentales à l'encontre de la Russie qui continuent de perturber le commerce mondial, spécifiquement le marché des principaux produits commercialisés par ces deux pays ;
- le maintien de l'inflation à des niveaux élevés en dépit de la décélération observée qui érode le pouvoir d'achat des populations et induit des dépenses sociales plus accrues ;
- la poursuite de l'orientation restrictive des politiques monétaires amorcée en mars 2022 par les principales banques centrales, afin de juguler les tensions inflationnistes, qui fait peser des risques sur la stabilité du système financier ;
- le durcissement des conditions de financement des Etats qui fragilise les plus exposés et fait craindre une crise de l'endettement.

De même, l'apparition d'une nouvelle vague de COVID-19, au mois d'avril 2023 en Chine, pourrait assombrir davantage l'environnement des affaires et les perspectives à court terme, en raison notamment du ralentissement en Chine et de la hausse du chômage des jeunes.

Au niveau des prix à la consommation, la persistance des tensions inflationnistes dans de nombreux pays, provient principalement de l'inflation sous-jacente (hors énergie et produits alimentaires) en lien avec l'insuffisance de l'offre face à une demande résiliente.

Au total, l'activité économique mondiale poursuit son ralentissement enregistré en 2022 après le rebond du PIB de 6,1% en 2021. Elle est marquée par une décélération de l'activité en 2023 aux Etats Unis (+1,6% contre +2,1% en 2022) et en zone euro (+0,9% contre +3,5% en 2022). En revanche en Chine, la croissance du PIB devrait se hisser à 5,4% en 2023 après 3,0% l'année précédente.

Sur le **marché des matières premières**, les cours du pétrole brut, de l'huile de palme, du blé et des engrais, très volatils suite au déclenchement de la crise ukrainienne, se

situent en moyenne, au cours des sept premiers mois de 2023, bien en dessous des niveaux de la période comparable de 2022. Au mois de juillet 2023, les cours des principaux produits de base exportés ou importés par la Côte d'Ivoire affichent des évolutions mitigées en variation mensuelle. En effet, les prix de l'huile de palme (+7,5%), du pétrole brut (+7,0%), du cacao (+6,8%), du riz (+6,4%), du coton (+0,8%) et du gaz naturel (+0,6%) augmentent, tandis que ceux du sucre (-3,9), du caoutchouc (-1,5%) et du café robusta (+7,8) diminuent.

En ce qui concerne le **marché des changes**, on observe un renforcement de l'euro par rapport au dollar US (+2,0%), au dollar canadien (+1,4%), au yen (+1,8%), au yuan renminbi (+2,4%) et au rouble (+10,3%). Cependant, il se déprécie face au rand (-1,0%) et se stabilise face à la livre sterling).

L'activité économique nationale continue de bénéficier de la mise en œuvre des activités du Plan National de Développement (PND) 2021-2025, en dépit d'un contexte mondial difficile marqué par les effets négatifs de la pandémie de Covid-19 et la guerre Russo-ukrainienne.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la feuille de route au titre de l'année 2023, les actions du Gouvernement ont concerné, entre autres, la finalisation de l'Autoroute du Nord section Tiébissou-Bouaké, la mise en service du 5^{ème} pont d'Abidjan, le lancement de la phase opérationnelle de la ligne 1 du Metro, l'autoroute périphérique Y4 et l'achèvement de toutes les infrastructures prévues pour la Coupe d'Afrique des Nations (CAN).

Par ailleurs, l'économie ivoirienne, au second trimestre 2023, enregistre un gain de compétitivité comparativement au trimestre précédent avec un Taux de Change Effectif Réel (TCER) qui s'est déprécié de 4,86% en rapport une hausse du rapport de prix entre la Côte d'Ivoire et ses partenaires de 7,10% et d'une baisse du Taux de Change Effectif Nominal (TCEN) de 11,17%.

En outre, sur le premier semestre 2023, il est enregistré une amélioration des termes de l'échange de 14,0% sous l'effet d'un repli des prix à l'importation (-1,8%) et d'une hausse des prix à l'exportation (+11,5%).

Dans la zone l'UEMOA, la couverture des importations de biens et services par les réserves de change dans, s'est établie à 4,0 mois à fin mars 2023 contre 4,2 mois à fin décembre 2022 et 5,0 mois en mars 2022.

Les réalisations sectorielles sur la période écoulée de 2023, comparées à celles de la même période de l'année 2022, sauf indication contraire, sont présentées ci-dessous.

Dans le **secteur primaire**, sur le premier semestre de l'année 2023, l'agriculture d'exportation connaît une évolution mitigée. En effet, il est enregistré un repli des productions de cacao (-10,6%), de café (-60,9%) et de coton graine (-58,6%), tandis que les productions de noix de cajou (+16,5%), de banane dessert (+2,8%), de sucre (+6,2), de caoutchouc (+19,9%) et de régime de palme (+4,2%) augmentent. La baisse de la production de cacao est liée aux conditions météorologiques défavorables et à l'arrêt de la distribution de semences améliorées visant à stabiliser la production. En ce qui concerne la noix de cajou, le Conseil Coton Anacarde a lancé des "ventes groupées" pour garantir le respect du prix d'achat minimum bord champ et pour dynamiser les efforts de commercialisation qui avaient été ternes depuis le début de la campagne en février 2023. Quant à la filière palmier à huile, elle a reçu une aide gouvernementale sous la forme de fournitures d'engrais, de matériaux nécessaires et de mesures réglementaires pour améliorer la productivité des plantations à petite échelle et renforcer la compétitivité du secteur.

Au niveau du **secteur secondaire**, l'activité est marquée par une légère baisse des prix à la production et par l'achèvement des principaux chantiers liés à l'organisation de la prochaine Coupe d'Afrique des Nations (CAN). Au mois de mai, l'Indice de la Production Industrielle (IPI) enregistre une accélération (+7,1% en mai après +1,4% en avril et +4,4% en mars) due à une inversion de tendance de sa principale composante à savoir les « industries manufacturières ». En moyenne sur les cinq premiers mois de 2023, l'IPI enregistre un accroissement de 5,7% porté par la bonne tenue de l'ensemble de ses composantes.

Les activités du Bâtiment et Travaux Publics devraient poursuivre dans la dynamique favorable enregistrée au premier trimestre au regard de la hausse des importations en volume

de clinker (+17,1%) et des autres matériaux de construction (+48,7%).

Le **secteur tertiaire** est caractérisé par l'évolution favorable de la quasi-totalité de ses composantes au mois de juin.

L'Indice du Chiffre d'Affaires du commerce de détail progresse de 12,3% au mois de juin. Dans la branche des télécommunications, tous les services à savoir le trafic voix (+4,6%), le trafic SMS (+20,3%) et le trafic internet (+28,1% en mai) demeurent bien orientés. Dans les transports, le nombre de passagers commerciaux dans l'aérien (+14,7%), le trafic global de marchandises par voie maritime (+8,1%) et le transport routier (+5,8%) maintiennent leur tendance haussière. A contrario, le trafic de marchandises par voie ferroviaire (-10,6%) continue de reculer.

En cumul, à fin juin 2023, toutes les composantes du secteur tertiaire sont orientées à la hausse, à l'exception du trafic de marchandises par voie ferroviaire.

Le marché de l'**emploi formel** affiche un dynamisme au terme du premier semestre 2023. Le nombre d'emplois nets créés s'élève à 50 780 contre 43 916 un an plus tôt, soit une hausse de 15,6%.

Les **prix à la consommation** continuent de se situer à des niveaux élevés, nourris par la vigueur de la demande locale. Toutefois, au mois de juin 2023, la progression de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC), en glissement annuel, ralentit à +4,1%, après s'être située à +4,8% et +5,2% respectivement aux mois d'avril et de mars 2023. Cette décélération de l'inflation provient de celle des rythmes de progression des prix des produits comestibles (+5,7% après +6,6% le mois précédent) et des prix des produits non comestibles (+3,2% contre +3,9% au mois de mai 2023).

En moyenne sur le premier semestre de l'année en cours, l'IHPC s'accroît de 4,8% en glissement annuel, sous l'effet de la hausse des prix des produits non comestibles (+4,0%) et des produits comestibles (+6,4%).

Au niveau de l'activité de production industrielle, les prix fléchissent de 2,2% au mois de mai 2023, en glissement annuel, après une baisse de 1,9% le mois précédent. Cette détente des prix de la production dans l'industrie est attribuable principalement aux replis conjoints

des prix de production des industries manufacturières (-2,6% contre -2,3% en avril 2023) et extractives (-0,1% contre -1,1% en avril 2023).

Les finances publiques sont marquées par une bonne mobilisation des recettes totales et dons qui augmentent de 74,1 milliards par rapport aux objectifs arrêtés dans le cadre de la mission du FMI. Ce résultat est attribuable à une plus-value au niveau des recettes fiscales (+13,6 milliards) même si ce résultat a été atténué par une faiblesse du recouvrement au niveau des recettes affectées et parafiscalité. Quant aux dépenses totales et prêts nets, ils sont en retard d'exécution de 235,3 milliards dû principalement aux dépenses d'investissement qui sont exécutées en deçà des objectifs.

Il en ressort un déficit budgétaire de 1 028,7 milliards moins prononcé que celui de 1 338,2 milliards prévus à fin juin 2023. La levée de 1 612,9 milliards sur les marchés monétaires et financiers, a permis de financer ce déficit et de régler les échéances du capital de la dette publique.

En ce qui concerne le **commerce extérieur hors biens exceptionnels**, les exportations et les importations augmentent respectivement de 14,7% et 8,8%. Il ressort de ces évolutions un solde commercial de +654,2 milliards de FCFA. Par ailleurs, les termes de l'échange s'améliorent de 11,3% sous l'effet d'une hausse des prix à l'exportation (+8,4%) et d'un repli des prix à l'importation (-2,6%).

La **situation monétaire** est marquée par une augmentation de 10,4% de la masse monétaire en glissement annuel, mais en baisse par rapport au mois précédent où elle s'est accrue de 11,1%. Cette évolution de l'agrégat monétaire est attribuable à une décélération des encours des créances nettes sur l'Administration Centrale (+12,7% contre +18,9% à fin avril 2023) tandis que le rythme de croissance des créances sur l'économie se maintient. Leur encours augmentant de 21,3% après +21,1% à fin mai 2023. S'agissant des actifs extérieurs nets, leur repli de 23,1% s'est amoindri comparativement à leur niveau à fin mai 2023 pour se situer à -26,2%. Les réserves de change assurent pour l'UEMOA 4,0 mois d'importations de biens et services contre 4,2 mois à fin mars 2023.

Sur la **place boursière régionale de l'UEMOA**, les principaux indices du marché se

maintiennent en hausse au mois de juin 2023, après les pertes enregistrées du mois de mars à mai 2023, en variation mensuelle. Ainsi, les indices BRVM Composite et BRVM 30 s'accroissent respectivement de 4,3% et de 4,5%, après être ressortis en hausse de 2,3% et de 2,5% en juin. De même, l'indice « BRVM Prestige » augmente de 2,5% après une hausse de 3,2% enregistrée un mois plus tôt. En moyenne sur les sept premiers mois de l'année en cours, l'indice BRVM Composite recule de 5,6% comparativement à la même période de 2022.

En conclusion, l'activité économique nationale reste dynamique malgré un environnement international caractérisé par la persistance de l'inflation à des niveaux élevés et le durcissement des conditions financières. Elle tire avantage de la poursuite de la mise en œuvre du PND 2021-2025 marquée par le démarrage effectif. Aussi, les différentes mesures gouvernementales prises pour limiter la flambée des prix à la consommation, ont permis une décélération des prix des produits, notamment ceux alimentaires.

L'activité économique continue de bénéficier d'un financement bancaire soutenu, en dépit du maintien de l'orientation restrictive de la politique monétaire pour juguler les pressions inflationnistes. Elle est portée par le bon comportement des secteurs secondaire et tertiaire. Dans le secteur primaire, l'agriculture industrielle et d'exportation enregistre une évolution mitigée en lien avec le repli des productions de fèves de cacao, de coton graine et de café.

Pour l'année 2023, le PIB réel de la Côte d'Ivoire devrait se situer à +7,2%, grâce à la vigueur des investissements, de la consommation finale et à une demande extérieure soutenue.

Toutefois, les performances économiques restent quelque peu tributaires de la persistance de l'inflation ainsi que de la dégradation de la situation sécuritaire dans la sous-région.

I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

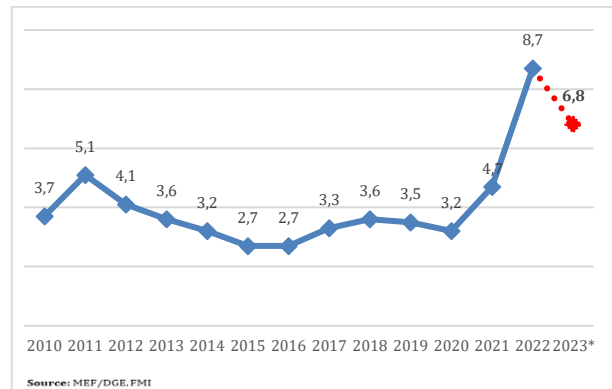
L'activité économique mondiale amorce une reprise modérée dans un contexte marqué par (i) l'atténuation de l'inflation qui reste à des niveaux élevés, (ii) le durcissement des politiques monétaires et (iii) le retrait de l'initiative céréalière en mer Noire de la Russie.

En outre, la persistance de la guerre en Ukraine et des sanctions occidentales à l'encontre de la Russie continuent de perturber le commerce mondial, spécifiquement le marché des principaux produits commercialisés par ces deux pays.

Par ailleurs cette situation pourrait s'accroître en raison de la suspension de l'accord céréalier dans le corridor de la mer Noire par la Russie. En effet, la Russie a procédé au retrait des garanties de sécurité depuis le 18 juillet 2023, la fermeture du couloir humanitaire maritime et la dissolution du centre de coordination conjoint à Istanbul. Le coût élevé de l'assurance des navires pourrait constituer un problème majeur. Les compagnies maritimes devraient hésiter à envoyer leurs navires près de la zone de guerre s'il n'y a pas d'approbation de la part de la Russie. Ces facteurs pourraient entraîner une flambée des prix des céréales.

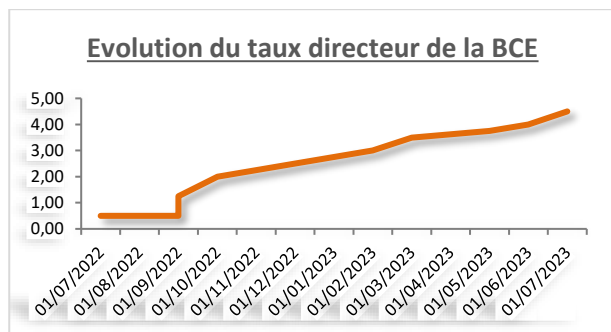
Au niveau de l'inflation, en dépit du niveau général des prix qui reste élevé, il convient de relever une atténuation plus rapide que prévu des pressions inflationnistes observée depuis le début de l'année en cours. Selon les estimations du FMI au mois de juillet 2023, l'inflation à l'échelle mondiale devrait passer d'une moyenne annuelle de 8,7% en 2022 à 6,8% en 2023, en retrait de 0,2 point de pourcentage par rapport à la prévision d'avril 2023.

Graphique 1 : Evolution du taux d'inflation mondial (en %)



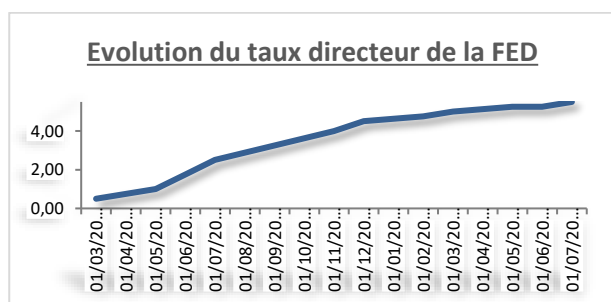
Face à ces niveaux d'inflation élevés, les principales banques centrales maintiennent l'orientation restrictive de leurs politiques monétaires, afin de réduire la demande de crédit et par conséquent d'induire un ralentissement de la demande de biens et services ainsi qu'une baisse de la pression sur les prix. Aux Etats-Unis, la banque centrale américaine (Fed) a décidé, le mercredi 26 juillet 2023, pour la onzième fois, depuis mars 2022, de relever ses taux directeurs d'un quart de point. Ces derniers sont compris entre 5,25% et 5,50% après une pause observée en juin 2023. Une décision prise à l'unanimité des onze membres votants du comité de politique monétaire (FOMC). Aussi, du côté de l'Europe, face à une inflation toujours élevée, la Banque centrale européenne (BCE) a relevé, le jeudi 27 juillet 2023, ses taux directeurs de 0,25 point de pourcentage. Les taux sont passés désormais de 4,00% en juin à 4,25% en juillet 2023. Le Conseil des gouverneurs de la BCE est déterminé à assurer le retour au plus tôt de l'inflation au niveau de sa cible de 2,0% à moyen terme.

Graphique 2 : Evolution du taux directeur de la BCE (en %)



Source : MEF/DGE/BCE

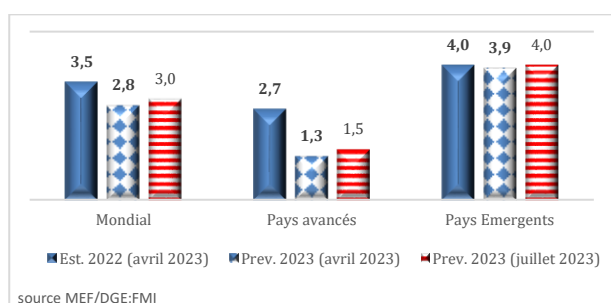
Graphique 3 : Evolution du taux directeur de la FED (en %)



Source : MEF/DGE ; FED

Dans ce contexte, les dernières perspectives de l'économie mondiale publiées par le FMI en juillet 2023 prévoient une progression du PIB mondial de 3,0% en 2023 en amélioration de 0,2 point de pourcentage par rapport à la prévision réalisée en avril 2023 et en deçà de la réalisation de +3,5% en 2022.

Graphique 4 : Evolution du taux de croissance annuel au niveau mondial et dans les principales économies (en %)



Les perspectives économiques demeurent cependant marquées par des incertitudes considérables. L'une des préoccupations majeures tient au fait que l'inflation pourrait rester plus persistante que prévu.

I.1. PAYS AVANCÉS

Au niveau des pays avancés, les principales économies ont connu des évolutions divergentes au cours des deux premiers trimestres de l'année 2023. Sur l'ensemble de l'année, le taux de croissance du PIB est prévu à 1,5% en 2023 contre une prévision initiale de 1,3% en avril et une réalisation de 2,7% en 2022, selon les projections du FMI publiées au mois de juillet 2023.

Au Royaume uni, le PIB s'est contracté de 0,1%, après avoir cru de 0,1% au cours du premier trimestre 2023, selon les données de l'Office national des statistiques. L'économie britannique est plombée par les secteurs des services, notamment celui de la santé. Les ventes de détail ont également fortement ralenti, pénalisées par une inflation qui ampute le pouvoir d'achat des ménages.

En ce qui concerne l'inflation, les prix à la consommation ont augmenté de 10,1% en glissement annuel en juillet, après 9,4% en juin atteignant ainsi un niveau jamais vu au Royaume-Uni depuis 1982.

En zone euro, la croissance du PIB a rebondi à 0,3% au deuxième trimestre, après deux trimestres précédents en récession technique. La croissance a notamment été tirée par des chiffres d'activités meilleurs qu'attendus en France (+0,5%) et en Espagne (+0,4%), tandis que celles de l'Allemagne et du Portugal stagnaient. À l'inverse, l'Italie se distingue par une contraction inattendue de son PIB de 0,3%. Concernant le marché de l'emploi, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières était de 6,4% en juin 2023, stable par rapport au taux enregistré en mai 2023 et en baisse par rapport au taux de 6,7% enregistré en juin 2022. Quant à l'inflation, selon les estimations publiées par EUROSTAT, elle a poursuivi sa décrue en

juillet, pour atteindre 5,3% en glissement annuel, contre 5,5% en juin.

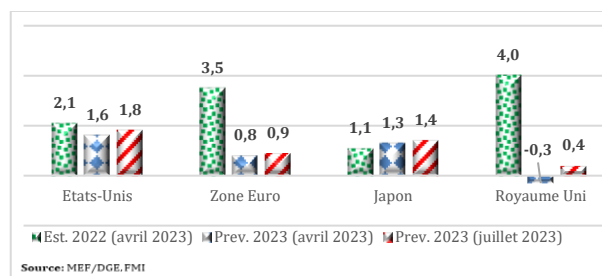
Aux États-Unis, la croissance du PIB a progressé en rythme trimestriel de 0,6% au deuxième trimestre 2023, après une augmentation de 0,5% le trimestre précédent. Le taux de chômage est tombé en juillet à 3,5%, contre 3,6% le mois précédent, a annoncé le département du Travail. Concernant l'inflation, elle ressort en glissement annuel à 3,0% en juin 2023 après 4,0% le mois précédent. Un niveau qui reste toutefois au-dessus de la cible de 2,0% de la Banque centrale américaine (Fed).

Au Japon, la croissance du PIB a rebondi à 0,7% au premier trimestre 2023 contre +0,1% au dernier trimestre de 2022. La reprise est portée par la forte hausse de la consommation. Cependant, l'évolution des indicateurs à haute fréquence augure un ralentissement de l'activité à partir du deuxième trimestre 2023. Ainsi, sur l'année 2023, la progression du PIB devrait passer de 1,0% en 2022 à 1,4% en 2023, en légère hausse de 0,1 point de pourcentage par rapport à la prévision du mois d'avril 2023.

Au niveau du marché de l'emploi, selon le Bureau des Statistiques du Japon (SBJ), le taux de chômage a connu une décélération. Il est ressorti à 2,5% en juin contre 2,6% en mai 2023.

L'inflation en juin s'est établie à 3,3% sur un an hors produits frais, selon la SBJ en accélération par rapport à mai (3,2%). En excluant également l'énergie, l'inflation au Japon au mois de juin a atteint 4,2%, un niveau un peu en dessous du pic observé en mai (4,3%), le plus élevé depuis quatre décennies.

Graphique 5 : Evolution du taux de croissance annuel dans les principales économies avancées (en %)

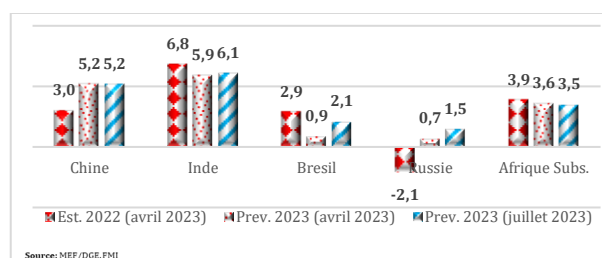


I.2. ÉCONOMIES ÉMERGENTES ET PAYS EN DÉVELOPPEMENT

Dans les pays émergents et pays en développement, le taux de croissance du PIB se situerait à 4,0% en 2023 contre 3,9% prévu en avril 2023 et une réalisation de 4,0% en 2022, selon les projections du FMI publiées au mois de juillet 2023.

L'économie **Chinoise** a enregistré une hausse de 2,9% au premier trimestre de 2023 contre 4,0% par rapport à la même période de 2022. Le pays fait face à un environnement international géopolitique et économique complexe. Au total, le PIB progresserait de 5,2% en 2023 après 3% en 2022, porté en partie par des effets de rattrapage, après la faible croissance de 2022. Le taux de chômage urbain recensé en Chine s'est situé à 5,3% en août, contre 5,4% en juillet, selon les données publiées vendredi par le Bureau d'Etat des statistiques (BES). Au cours des huit premiers mois de l'année, un total de 8,98 millions de nouveaux emplois urbains ont été créés, selon le BES.

Graphique 6 : Taux de croissance annuel des principales économies émergentes (en %)



L'inflation, en rythme annuel, hors prix de l'énergie, a ralenti en juin à 0,4% contre 0,6% le mois précédent selon les chiffres du Bureau national des statistiques (BNS).

En **Afrique subsaharienne**, selon les publications du FMI de juillet 2023, le PIB progresserait de 3,5% en 2023, en décélération de 0,1 point de pourcentage par rapport à la prévision du mois d'avril et après une réalisation de 3,9% en 2022.

Au **Nigeria**, selon les données publiées par l'Office National des Statistiques (NBS), le produit intérieur brut (PIB) a augmenté de 2,3% en glissement annuel au premier trimestre 2023. Le pays devrait achever l'année 2023 avec un taux de croissance du PIB de 3,2% en deçà de la réalisation de 3,3% en 2022. Cette progression est en relation avec les problèmes de sécurité dans le secteur pétrolier.

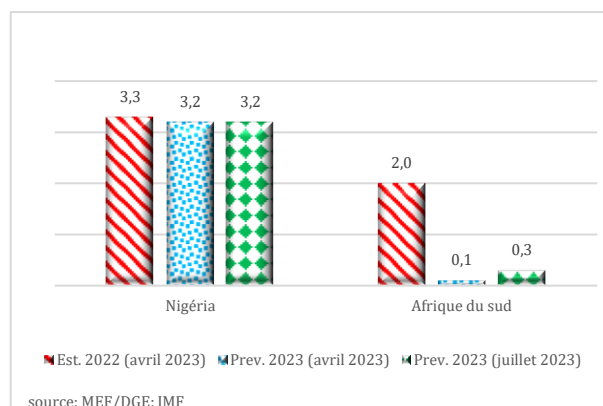
Concernant le taux d'inflation, elle a augmenté à 22,79% en juin dernier contre 22,41% le mois précédent, selon le Bureau national des statistiques (NBS).

Concernant **l'Afrique du Sud**, elle a enregistré une croissance de son PIB de 0,4% sur les trois premiers mois de l'année 2023, après un recul de 1,1% au dernier trimestre 2022, selon les données de l'Agence sud-africaine de statistiques (StatsSA). Sur l'ensemble de l'année, la croissance devrait tomber à 0,3%, du fait des pénuries d'électricité, malgré une révision à la hausse des prévisions de 0,2 point de pourcentage depuis l'édition d'avril des PEM, compte tenu de la résilience de l'activité dans le secteur des services au premier trimestre.

Le taux d'inflation s'est affiché à 5,4% en juin après 6,3% en mai 2023 en glissement annuel. Le taux de chômage quant à lui, a augmenté de 0,2 point de pourcentage par

rapport au trimestre précédent pour se situer à 32,9% au premier trimestre 2023.

Graphique 7 : Taux de croissance annuelle des deux principales économies de l'Afrique subsaharienne en 2023 (en %)



Dans la **zone UEMOA**, selon les prévisions de la BCEAO, le PIB réel devrait enregistrer une augmentation de 5,7% au deuxième trimestre 2023, après une croissance de 5,4% au premier trimestre 2023. Les performances économiques des pays de la zone seraient tirées par la bonne tenue de la demande intérieure. Sur le reste de l'année 2023, la progression de l'activité économique se poursuivrait, en lien avec l'exécution des programmes des Etats et la dynamique du secteur privé et le taux de croissance du PIB ressortirait à 7,0% en 2023, après 5,9% l'année précédente.

En ce qui concerne l'inflation, son rythme de progression devrait poursuivre sa décélération, en glissement annuel, pour s'établir à 3,5% en juillet 2023 après 3,6% en juin 2023. Cette évolution serait en ligne avec le maintien d'un bon approvisionnement des marchés en produits céréaliers.

Toutefois, les perspectives de croissance de l'Union restent entourées de risques baissiers importants, liés notamment à la situation sécuritaire et socio-politique dans la sous-région, à l'évolution des prix des matières premières, notamment des hydrocarbures et des engrais, ainsi qu'aux

conditions météorologiques.

I.3. MARCHÉS DES PRODUITS EXPORTÉS ET DES CHANGES

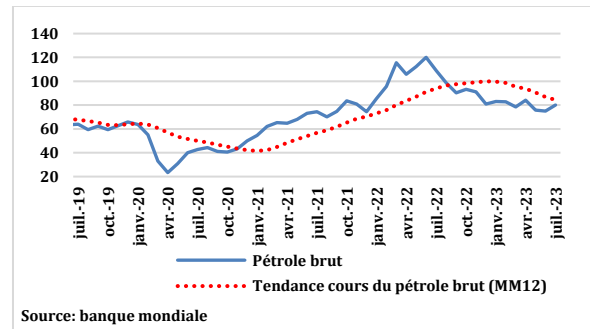
✓ Evolution mitigée des cours des principales matières premières

Les cours des matières premières ont évolué dans un contexte international marqué par l'annonce du retrait de la Russie à partir du 18 juillet 2023, de l'accord sur les céréales en mer Noire. Cette annonce n'a pas influencé l'ensemble des prix des principaux produits de base échangés par la Côte d'Ivoire qui sont restés dans leur majorité inférieurs à leur niveau d'avant-guerre en Ukraine, excepté les prix du cacao fèves, du sucre et du riz. Ces tendances mitigées s'observent à la fois en variations mensuelles et annuelles.

Au **mois de juillet 2023, en évolution mensuelle**, les prix du cacao fèves, du coton, de l'huile de palme, de l'or, du pétrole brut, du gaz naturel, du riz, du blé dur et des engrais augmentent. A l'inverse, ceux du café robusta, du caoutchouc, du maïs et du sucre baissent. Les déterminants de ces évolutions sont les suivants :

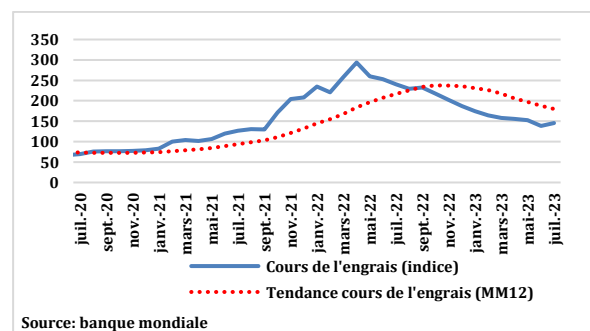
- le baril de **pétrole brut** affiche un gain de 7,0% et s'échange à 80,10 dollar US, après deux mois consécutifs de baisse. Le cours profite des réductions des approvisionnements du marché de l'Arabie saoudite et de la Russie. En effet, le premier exportateur mondial de pétrole brut, l'Arabie saoudite, a annoncé le 3 juillet 2023 sa décision de prolonger unilatéralement les réductions de sa production pétrolière ;

Graphique 8 : Évolution du cours du baril de pétrole brut en dollars



- Le cours du **gaz naturel** se redresse pour la deuxième fois consécutive de 0,6% en juillet 2023. Il s'établit à 84,85 MMBtu après avoir été en recul depuis le mois de septembre 2022. La reprise, bien que lente de l'activité économique asiatique, notamment celle de la Chine, principal concurrent de l'Europe en importation de gaz, soutient la demande ;
- L'indice des prix des **engrais** repart à la hausse de 5,3% après neuf mois de décline. La flambée des prix de l'urée sur le marché mondial suite à l'augmentation de celui du gaz naturel, utilisé pour la production d'engrais azotés, sont à l'origine de ce regain. En effet la hausse des prix de l'urée s'est accentuée par l'annonce le 19 juillet 2023 de l'Egypte, fournisseur majeur du marché mondial, de réduire de 30% son gaz à destination de la production d'engrais ;

Graphique 9 : Évolution de l'indice du cours de l'engrais



- Le cours du **blé dur** se stabilise après deux mois successifs de baisse, motivée par l'annonce par la Russie, le 18 juillet 2023, de la fin officielle du corridor

sécurisé en mer Noire pour les céréales ukrainiennes ;

- Le cours du **sucre** chute de 3,9% pour la deuxième fois consécutive en juillet 2023. La forte production au Brésil, premier producteur et exportateur mondial, due à des conditions climatiques favorables, a contribué à cette accalmie du marché en tendance haussière depuis novembre 2022 ;
- Le cours du **caoutchouc** enregistre sa troisième contraction consécutive au mois de juillet 2023. Il baisse de 1,5% alors même que la Chine, premier importateur mondial, a annoncé des mesures pour stimuler une demande intérieure atone ;
- Le cours du **coton** renoue avec une légère reprise de 0,8%, après avoir été en baisse depuis juin 2022. Cette embellie est principalement due à la hausse des importations du Bangladesh, devenu premier importateur mondial de coton ;
- Le prix du **riz thaïlandais** continue de s'accroître au mois de juillet 2023. En hausse sur les quatre derniers mois, il atteint 547 dollars la tonne, soit une progression de 6,4%. L'offre de riz a été considérablement réduite suite à la décision de l'Inde, qui représente plus de 40% des exportations mondiales de riz, de suspendre celles-ci à partir du 20 juillet 2023 ;
- Le cours du **cacao fèves** poursuit son envolée entamée en septembre 2022. Il progresse de 6,8% pour atteindre 3 387,46 dollars la tonne, continuant d'être soutenue par la faiblesse de l'offre qui reste tendue en raison de la contraction de la production mondiale. Les conditions climatiques défavorables et les coûts élevés des engrais, facteurs de

production, contribuent à un déficit de production par rapport à la campagne précédente ;

- Le cours de **l'huile de palme** augmente de 7,5% après deux replis consécutifs, pour s'établir à 878,50 dollars US la tonne. La demande est soutenue par la hausse de près de 60% des importations indiennes d'huile dans un contexte d'incertitude sur les approvisionnements en provenance de la mer Noire ;
- Le cours de **l'or**, recouvre 0,4% de valeur après deux mois successifs de baisse, se négociant à 1 951 dollars l'once troy. Il renforce sa lente ascension alors que les banques centrales ont augmenté leurs achats d'or, réserve de valeur, depuis 2022.

Tableau 1 : Evolution des principaux produits de base

Matières premières	VARIATIONS		
	Juillet 2023 / Juin 2023	Juillet 2023 / Juillet 2022	Moyenne sept premier mois 2023 / Moyenne sept premier mois 2022
Produits agricoles			
Cacao fèves	+6,8%	+51,3%	+21,2%
Café Arabica	-6,7%	-24,4%	-19,1%
Café Robusta	-3,4%	+27,1%	+9,5%
Coton	+0,8%	-28,9%	-34,1%
Huile de palme	+7,5%	-16,9%	-38,7%
Caoutchouc	-1,5%	-16,5%	-19,7%
Maïs	-9,2%	-25,0%	-13,5%
Sucre	-3,9%	+29,4%	+19,7%
Riz blanchi, 5%	+6,4%	+30,9%	+17,3%
Blé dur	+0,0%	-9,7%	-17,0%
Minerais			
Or	+0,4%	+12,6%	+4,4%
Energie			
Pétrole brut Brent	+7,0%	-26,5%	-24,9%
Gaz Naturel Index	+0,6%	-75,4%	-58,9%
Fertilisant			
Engrais	+5,3%	-39,4%	-38,1%

Sources : MEF/DGE ; Banque Mondiale

Par rapport à leurs niveaux de juillet 2022, les prix du cacao (+51,3%), du riz

thaïlandais (+30,9%), du sucre (+29,4%), du café robusta (+27,1%) et de l'or (+12,6%) augmentent. Au contraire, ceux du gaz naturel (-75,4%), des engrais (-39,4%), du coton (-28,9%), du pétrole brut (-26,5%), du maïs (-25,0%), de l'huile de palme (-16,9%), du caoutchouc (-16,5%) et du blé dur (-9,7%) baissent.

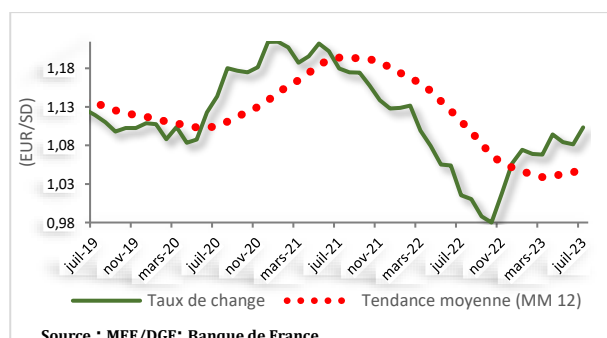
En moyenne, sur les sept premiers mois de l'année 2023, les prix du cacao (+21,2%), du sucre (+19,7%), du riz thaïlandais (+17,3%), du café robusta (+9,5%) et de l'or (+4,4%) progressent par rapport à la même période de l'année 2022. A l'inverse, ceux du gaz naturel (-58,9%), de l'huile de palme (-38,7%), des engrais (-38,1%), du coton (-34,1%), du pétrole brut (-24,9%), du caoutchouc (-19,7%), du blé dur (-17,0%) et du maïs (-13,5%) sont en baisse.

✓ **Progression de l'euro face aux principales devises**

Sur le **marché des changes**, au mois de juillet 2023, en rythme mensuel, la monnaie de la zone euro se renforce de 2,0% face au dollars US, après avoir concédé 0,3% le mois précédent.

De même, l'euro s'apprécie face au rouble (+10,3%), au yuan renminbi (+2,4%), au yen (+1,8%) et au dollar canadien (+1,4%). Cependant, il se déprécie face au rand sud-africain (-1,0%) et se stabilise face à la livre sterling.

Graphique 10 : Évolution du cours de l'euro par rapport au dollars US



En moyenne sur les sept premiers mois de l'année 2023, comparé à la même période de l'année précédente, l'euro prend plus de valeur que le rand sud-africain (+16,9%), le yen (+9,0%), le yuan renminbi (+7,2%), le rouble (+5,8%), la livre sterling (+3,7%) et le dollar.

II. CONJONCTURE NATIONALE

Les valeurs sont en FCFA, sauf indications contraires,

L'activité économique nationale continue de bénéficier de la mise en œuvre des activités du Plan National de Développement (PND) 2021-2025, en dépit d'un contexte mondial difficile marqué par les effets négatifs de la pandémie de Covid-19 et la guerre Russo-ukrainienne.

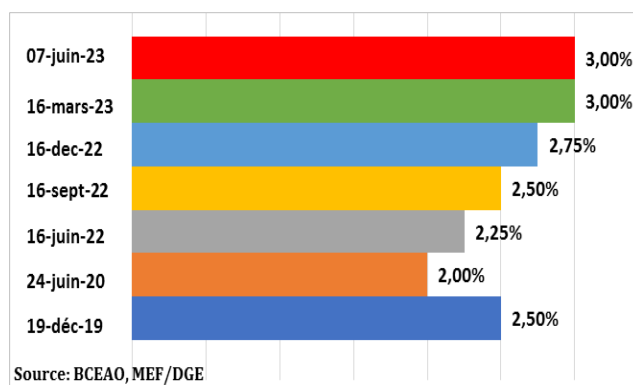
En effet, le Gouvernement ivoirien poursuit la mise en œuvre de sa feuille de route 2023, axée sur le PND 2021-2025, qui comprend 833 projets majeurs évalués à 4 816 milliards de FCFA et 296 réformes pour un coût de 130 milliards de FCFA. Au cours du premier trimestre 2023, les actions du Gouvernement ont concerné (i) la finalisation des travaux de construction de certaines infrastructures sportives et d'hébergement, (ii) la finalisation et le renforcement des infrastructures universitaires, (iii) le lancement de la construction de plusieurs centres d'enseignements techniques, (iv) l'opérationnalisation des cours d'appel de Korhogo et Daloa et (v) la réhabilitation et la construction de maisons d'arrêt et de corrections. Les réformes, quant à elles, ont concerné (i) la sécurité routière, (ii) l'encadrement et la facilitation du paiement des bourses, (iii) l'accélération du soutien du Gouvernement à la jeunesse et (iv) l'adoption du cadre de développement des Start up.

Au total, sur le premier trimestre 2023, le taux d'engagement des dépenses pour l'année 2023 s'est situé à 19,6%. Les actions du Gouvernement devraient s'accélérer sur le reste de l'année, en axant ses activités, entre autres, sur la finalisation de l'Autoroute du Nord section Tiébissou-Bouaké, la mise en service du 5^{ème} pont d'Abidjan, le lancement de la phase

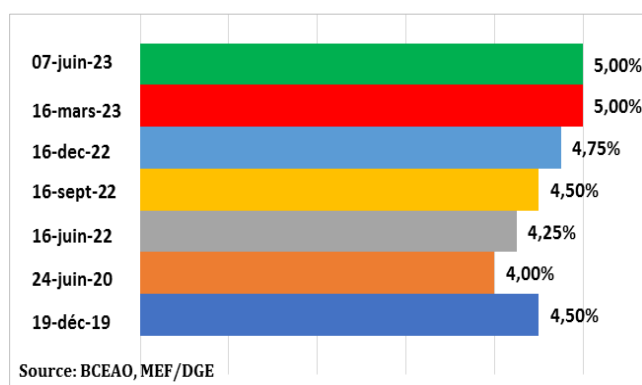
opérationnelle de la ligne 1 du Metro, l'autoroute périphérique Y4, et l'achèvement de toutes les infrastructures prévues pour la CAN 2023.

Par ailleurs, dans un environnement marqué par le maintien de l'inflation mondiale à des niveaux élevés, la BCEAO poursuit l'orientation restrictive de sa politique monétaire. Elle vise à ramener l'inflation dans l'intervalle cible de la Banque Centrale (1% à 3%) sur le moyen terme.

Graphique 11 : Évolution du taux minimum de soumission aux appels d'offres d'injection de liquidité



Graphique 12 : Évolution du taux de guichet de prêt marginal



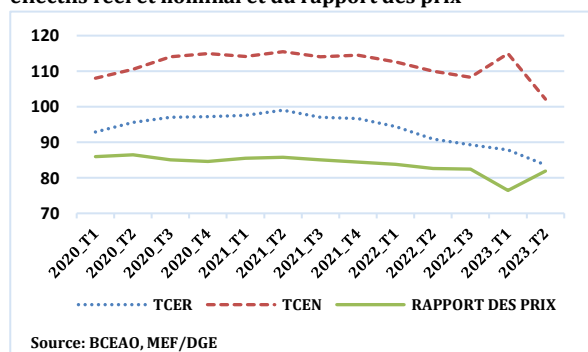
De même, le Gouvernement ivoirien continue de veiller au respect de la plupart des mesures adoptées en 2022 dans le cadre de la lutte contre la cherté de la vie. Ces mesures ont été renforcées, le 15 juin 2023, par l'adoption d'un décret modificatif portant attribution, organisation et

fonctionnement de la commission de la concurrence et de la lutte contre la vie chère.

L'économie ivoirienne, au second trimestre 2023, enregistre un gain de compétitivité comparativement au trimestre précédent avec un Taux de Change Effectif Réel (TCER) qui s'est déprécié de 4,86% pour se situer à 83,62. Cette situation résulte d'une hausse du rapport de prix entre la Côte d'Ivoire et ses partenaires de 7,10% et d'une baisse du Taux de Change Effectif Nominal (TCEN) de 11,17%, comparativement au premier trimestre 2023. Toutefois, au premier semestre 2023 comparativement au semestre précédent, la Côte d'Ivoire affiche une perte de compétitivité en relation avec une hausse du Taux de Change Effectif Nominal (TCEN) de 3,06% en dépit de la baisse du rapport de prix entre la Côte d'Ivoire et ses partenaires de 3,61%.

En outre, sur le premier semestre 2023, il est enregistré une amélioration des termes de l'échange de 14,0% sous l'effet d'un repli des prix à l'importation (-1,8%) et d'une hausse des prix à l'exportation (+11,5%).

Graphique 13 : Évolution trimestrielle des taux de change effectifs réel et nominal et du rapport des prix



II.1. SECTEUR RÉEL

II.1.a. Secteur primaire

Le secteur primaire continue d'être marqué par une évolution contrastée de l'agriculture d'exportation et industrielle. Toutefois, il devrait bénéficier d'une bonne dynamique de l'agriculture vivrière.

Ainsi, au terme des six premiers mois de 2023, les productions de cacao (-10,6%), de café (-60,9%) et de coton graine (-58,6%) se contractent tandis que celles de noix de cajou (+16,5%), de caoutchouc (+19,9%), de banane dessert (+2,8%), de sucre (+6,2%) et de régime de palme affichent une évolution favorable. Cependant, il convient de noter que ces tendances enregistrées au niveau de l'agriculture d'exportation sont en ligne avec les prévisions de croissance projetées.

Au niveau de l'anacarde, l'augmentation de la production de noix de cajou résulte de la mise en œuvre de techniques agricoles efficaces qui ont amélioré la productivité des plantations. Toutefois, le secteur fait face à quelques difficultés de commercialisation en raison d'une baisse de la demande mondiale. En réponse à cette situation difficile, et dans le but d'assurer le respect du prix d'achat minimum, d'atténuer les mauvaises ventes et d'empêcher l'écoulement illicite de produits vers les pays voisins, le Conseil Coton Anacarde, en collaboration avec les coopératives, a décidé d'employer la stratégie de "ventes groupées". Les ventes de groupe impliquent la consolidation des produits des coopératives ou des membres du village en un seul endroit pour les transactions de gros. Par ailleurs, en ce qui concerne la transformation de la noix de cajou, le taux de transformation s'est situé à 22,0% au premier semestre 2023, correspondant à un volume de 252 255 tonnes de noix transformées contre un taux de 20% au cours de la même période en 2022. La Côte d'Ivoire compte 25 usines en activité en 2023 avec une capacité installée de plus de 400 000 tonnes et au moins une dizaine sont en construction.

La production de **caoutchouc** progresse grâce à la création de nouvelles plantations et à l'amélioration du rendement des plantations existantes. Le secteur de l'hévéa

bénéficie d'une attention particulière de la part du gouvernement car il constitue un véritable mécanisme de reboisement en raison des menaces causées par le changement climatique. Par ailleurs, les investisseurs du secteur bénéficient d'incitations fiscales telles que des exonérations sur les équipements importés et des crédits d'impôt afin de booster la transformation locale.

La production de **bananes dessert** enregistre une augmentation au premier semestre 2023 par rapport à la période correspondante de 2022. En effet, la filière bénéficie d'une aide du gouvernement à travers la mise en œuvre du PURGA 2 et des avantages des investissements réalisés dans de vastes plantations industrielles ainsi qu'une maîtrise des canaux de distribution au sein du marché européen.

La gestion réussie de la maladie de la mosaïque de la **canne à sucre** au cours des premières étapes de la production de sucre entraîne des résultats positifs au niveau du secteur. En outre, la mise en œuvre cohérente des contrats de performance joue un rôle crucial pour encourager l'investissement et renforcer l'efficacité et la compétitivité des entreprises du secteur.

Tableau 2 : Evolution des principales productions de l'agriculture d'exportation

(En tonnes)	6 mois 2022	6 mois 2023	Variation (%)	Prev
Cacao fèves	994 549,0	889 408,2	-10,6	-9,7
Café	89 878,3	35 124,1	-60,9	-5,2
Noix cajou	984 414,0	1 147 087,0	16,5	2,1
Caoutchouc	598 259,8	717 543,6	+19,9	21,4
Sucre	122 297,0	129 854,7	+6,2	2,0
Régime de palme*	1 482 898,3	1 544 464,0	+4,2	5,0
Banane dessert	222 871,4	229 113,3	+2,8	4,3
Coton graine	401 552,0	166 076,0	-58,6	20,9

Sources : MEF/DGE, OPA, MEMINADER

* A fin mai

Au cours des cinq premiers mois de 2023, la filière palmier à huile enregistre une hausse de la production de **régimes de palme** par rapport à la même période de l'année précédente. Le secteur a été renforcé par le soutien du gouvernement, qui a fourni aux producteurs les engrais, les matériaux nécessaires et mis en place des mesures réglementaires. Ces mesures visent à améliorer la productivité des petites plantations et à renforcer la compétitivité du secteur. Malgré ces efforts, l'industrie continue de faire face à des difficultés tels que le vieillissement des vergers et une baisse de la main-d'œuvre en raison de la préférence pour des cultures plus rémunératrices.

En revanche, ces bonnes performances sont contrebalancées par la baisse de production des produits ci-dessous :

La production de **fèves de cacao** recule en raison des conditions météorologiques défavorables et de l'arrêt temporaire de la distribution de semences améliorées, qui vise à stabiliser la production à 2 millions de tonnes et à assurer des prix équitables aux agriculteurs. En conséquence, le revenu brut cumulé des producteurs a diminué de 2,4% pour se situer à 800,467 milliards, même si le prix d'achat bord champ a augmenté de 9,1% par rapport à l'année précédente (900 FCFA/Kg contre 825 FCFA/Kg). Par ailleurs, la Côte d'Ivoire a suspendu la vente des contrats d'exportation de son cacao pour la saison 2023/2024 en lien avec des fortes pluies, qui menacent la récolte du premier producteur mondial prévue à partir d'octobre. Concernant la transformation, le deuxième trimestre 2023 affiche une croissance de 13% du cacao transformé et exporté, totalisant 395 765 tonnes. Le taux de transformation pour le premier semestre se situe à 27%.

Concernant le **café**, la baisse significative de la production découle d'une combinaison de conditions météorologiques défavorables, de repos végétatif observé en 2022 et de l'accroissement du coût des engrais qui a limité leur utilisation. Au cours du premier semestre 2023, le prix moyen bord champ est de 750 FCFA, soit une augmentation de 7,1% par rapport à la même période en 2022. Le revenu brut cumulé des producteurs de café enregistre une contraction significative de 58,13%, pour s'établir à 26,3 milliards.

Quant à la production de **coton**, elle continue d'être impactée par l'invasion des jassides survenue en 2022, qui a considérablement affecté les rendements des plantations. Au cours de la campagne 2022-2023, qui a débuté en décembre 2022 et s'est terminée en mai 2023, le rendement moyen était de 574 kg/ha, contre 1 134 kg/ha la campagne précédente (2021-2023).

II.1.b. Secteur secondaire

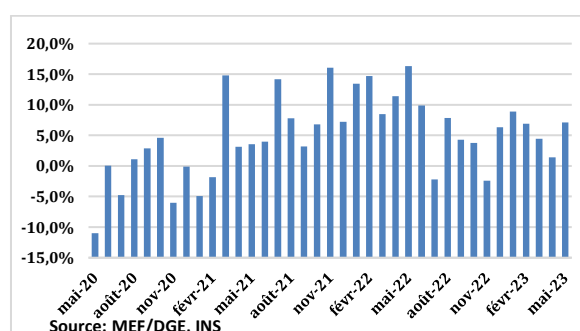
Le secteur secondaire connaît un environnement marqué par une légère baisse des prix à la production et par l'achèvement des principaux chantiers liés à l'organisation de la prochaine Coupe d'Afrique des Nations (CAN). Au mois de mai, l'Indice de la Production Industrielle (IPI) enregistre une accélération due à une inversion de tendance de sa principale composante à savoir les « industries manufacturières ». Quant à l'activité des BTP, elle devrait poursuivre sa progression enregistrée sur le premier trimestre.

✓ *Accélération de l'activité industrielle en rythme annuel*

Au mois de mai 2023, l'IPI enregistre un rebond de sa progression en rythme annuel (+7,1% en mai après +1,4% en avril et +4,4% en mars) en raison d'un retournement de

tendance des « industries manufacturières » atténué par une décélération des autres composantes de l'indice. En effet, les « industries manufacturières » affichent un rebond de sa production au mois de mai après une baisse (+8,4% en mai contre -2,6% en avril) tandis que la progression des « industries extractives » (+3,7% en mai contre +8,6% en avril) et des « industries de production et de distribution d'électricité, de gaz et d'eau » (+8,8% contre +12,6% en avril) enregistre un ralentissement.

Graphique 14 : Evolution de la dynamique de l'indice de la production industrielle en glissement annuel



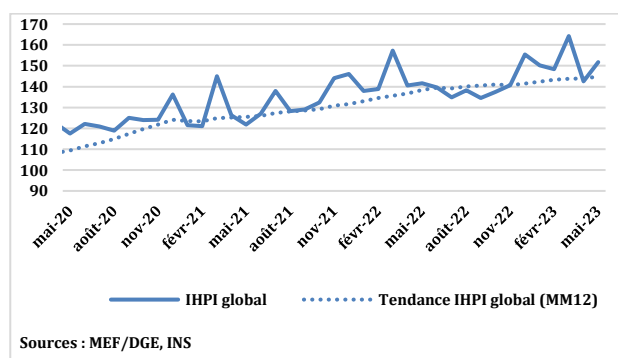
La production des « industries manufacturières » accélère en raison du rebond de celle des divisions « fabrication de produits alimentaires » (+14,7% en mai après -4,6% en avril), « fabrication de matériaux minéraux » (+3,7% en mai contre -16,3% en avril), et « réparation et installation de machines et d'équipements professionnels » (+67,7% contre -4,6% en avril). Cette embellie est renforcée par l'accélération de « fabrication de boissons » (+39,1% en mai contre +33,3% en avril), « fabrication de produits à base de tabac » (+14,9% en mai après +5,5% en avril), « imprimerie et reproduction d'enregistrements » (+56,1% en mai contre +10,5% en avril), « fabrication de produits chimiques » (+19,3% en mai contre +4,3% en avril) et « travail du caoutchouc et du plastique » (+13,4% en mai après +3,1% en avril). A l'inverse, la décélération des divisions « raffinage pétrolier et cokéfaction » (-2,2% en mai contre +8,6% en

avril), « fabrication d'ouvrages en métaux » (-0,4% en mai contre +0,3% en avril) et « autres industries manufacturières » (-0,9% en mai contre +11,7% en avril) contrebalance cette évolution favorable. Cette décélération est induite, entre autres, par des arrêts d'unités de production pour entretien des installations.

Au niveau des « industries extractives », la production subit essentiellement le ralentissement de la division « extraction de minerais métalliques » (+5,0% en mai contre +19,4% en avril) amorti par l'accélération de la production dans la division « extraction d'hydrocarbures » (+3,6% en mai après -8,4% le mois précédent).

La couverture des importations de biens et services par les réserves de change s'est établie à 4,0 mois à fin mars 2023 contre 4,2 mois à fin décembre 2022 et 5,0 mois en mars 2022.

Graphique 15 : Evolution de l'indice de la production Industrielle



En moyenne sur les cinq premiers mois de 2023, l'IPI enregistre un accroissement de 5,7% porté par la bonne tenue de l'ensemble de ses composantes à savoir les « Industries manufacturières » (+5,3%), les « industries extractives » (+5,4%), les « industries de production et de distribution d'électricité, de gaz et d'eau » (+10,7%) et les « industries environnementales » (+9,3%).

Concernant les « **industries manufacturières** », l'orientation favorable des activités est attribuable essentiellement

à la progression des divisions « fabrication de produits alimentaires » (+7,0%), « raffinage pétrolier et cokéfaction » (+18,1%), « fabrication de boissons » (+30,4%), « fabrication de produits chimiques » (+11,9%) et « autres industries manufacturières » (+23,0%). En revanche, les divisions « activités de fabrication textiles » (-31,7%), « métallurgie » (-25,1%), « fabrication de meubles et matelas » (-26,7%) enregistrent une baisse.

A fin juin 2023, au niveau de la division « raffinage pétrolier et cokéfaction », la production de produits pétroliers progresse de 11,8% stimulée aussi bien par la consommation intérieure (+3,7%) que par les exportations (+39,0%).

S'agissant des « **industries extractives** », la production augmente sous l'effet de l'accroissement de la production de la division « extraction de minerais métalliques » (+10,7%) amoindrie, toutefois, par la contraction des divisions « extraction d'hydrocarbures » (-3,8%), « autres activités extractives » (-12,1%) et « activités de soutien aux industries extractives » (-21,0%).

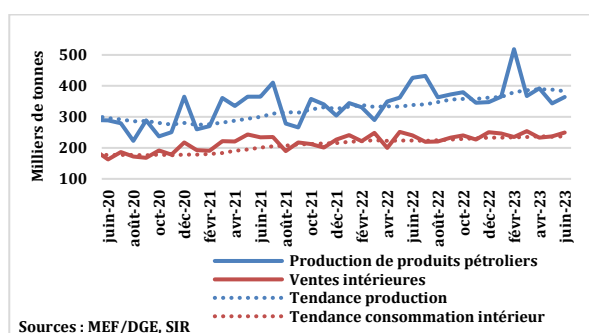
La division « extraction d'hydrocarbures » pâtit du recul de la production de pétrole brut qui enregistre une baisse de 9,2% à fin mai 2023 en lien notamment avec la baisse de production des blocs CI-26 (-25,9%) et CI-40 (-4,9%). A l'inverse, la production de gaz naturel s'accroît de 5,7%, bénéficiant de la robustesse de la demande du secteur électrique.

Au niveau de la division « extraction de minerais métalliques », les productions d'or, de nickel et de manganèse progressent respectivement de 3,0%, 26,7% et 86,9% en moyenne sur le premier semestre de l'année 2023. La production de manganèse profite de la vigueur de la mine de Bondoukou

(+469,8%) et la production d'or augmente grâce à l'entrée en production de la mine de Gregbeu dans le département de Zoukougbeu, depuis janvier 2023.

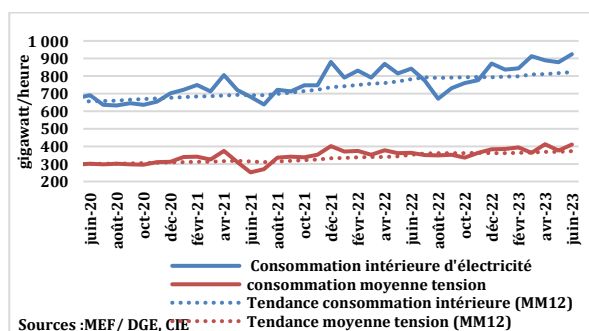
S'agissant de la division « autres activités extractives », la production de diamant enregistre une hausse de 39,2% à fin avril 2023. L'exploitation du diamant connaît une nette amélioration en 2023 après avoir été perturbée les deux années précédentes, en raison de l'épuisement progressif des sites d'exploitation.

Graphique 16 : Production et vente de produits pétroliers



S'agissant des « industries de production et de distribution d'électricité, de gaz et d'eau », la production nette d'électricité demeure robuste depuis le début d'année et progresse de 10,6% en moyenne au terme du premier semestre 2023. Cette évolution favorable provient du dynamisme des productions de source thermique (+6,8%) et de source hydraulique (+25,4%). La capacité de production du secteur électricité s'étend avec l'entrée en production de la centrale thermique d'Atinkou, dans la préfecture de Jacqueville en mai 2023 et de la centrale solaire de Boundiali en juin 2023.

Graphique 17 : Evolution de la consommation d'électricité



✓ Progression attendue des activités du BTP

Les activités du Bâtiment et Travaux Publics devrait poursuivre dans la dynamique favorable enregistrée au premier trimestre au regard de la hausse des importations en volume de clinker (+17,1%) et des « autres matériaux de construction » (+48,7%). L'activité du BTP est soutenue par l'accélération et l'achèvement des chantiers d'infrastructures publiques relatifs, notamment à l'amélioration de la fluidité routière et à l'accueil de la CAN en janvier 2024. Il s'agit, notamment de : (i) la construction du quatrième pont d'Abidjan reliant les communes de Yopougon et du Plateau, (ii) la construction de la tour F de la cité administrative du Plateau, (iii) l'aménagement de la baie de Cocody, (iv) le prolongement de l'autoroute du nord entre Yamoussoukro-Tiébissou-Bouaké, (v) la construction de six échangeurs à Abidjan, (vi) la finalisation de la construction des stades de San Pedro et Korhogo et la réhabilitation des stades d'Ebimpé et du Plateau ainsi que des infrastructures devant accueillir la CAN, (vii) la réhabilitation de la côtière entre Abidjan et San Pedro et (viii) la réalisation de l'autoroute de contournement de la ville d'Abidjan (Y4).

Le cinquième pont reliant les communes de Cocody et du Plateau qui constitue une infrastructure cruciale pour l'amélioration de la circulation dans la ville d'Abidjan est achevé et sera inauguré durant le mois d'août 2023.

II.1.c. Secteur tertiaire

Le secteur tertiaire est caractérisé par une évolution favorable de la quasi-totalité de ses composantes.

✓ *Hausse continue des ventes dans le commerce de détail*

En rythme annuel, l'évolution du chiffre d'affaires du commerce de détail accélère **au mois de juin 2023** après avoir ralenti depuis le début de l'année. En effet, après avoir décéléré de 14,1% en janvier 2023 à +7,1% en mai, il ressort à 12,3% au mois de juin en glissement annuel. Cette évolution provient principalement des produits de l'alimentation (+12,1%), des produits pétroliers (+19,3%) et des « véhicules automobiles, motos et pièces détachées » (+20,6%), atténuée par les produits pharmaceutiques et cosmétiques (-17,1%).

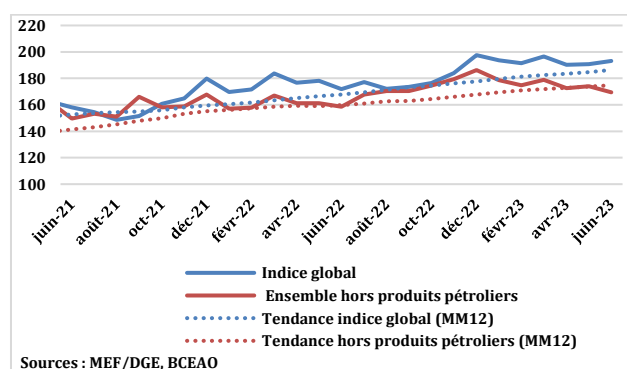
En cumul sur les six premiers mois de l'année, et comparativement à la période correspondante de 2022, l'Indice du Chiffre d'Affaires du commerce de détail s'accroît de 9,9%. Cette bonne tenue résulte des effets conjugués de l'accroissement des ventes des produits pétroliers (+11,3%), des « produits de l'alimentation » (+7,0%) de « véhicules automobiles, motos et pièces détachées » (+22,4%), de « produits pharmaceutiques et cosmétiques » (+5,6%), des « articles d'équipement de la personne » (+8,3%) et des « produits divers » (-2,0%), et du repli de celles des « produits d'équipement du logement » (-0,4%).

La hausse en valeur des ventes de produits pétroliers est tirée essentiellement par les augmentations respectives de 23,2% et 6,5% des prix à la pompe des carburants super et gasoil. S'agissant des quantités vendues, elles connaissent des évolutions mitigées (+10,4% pour le gasoil et -0,4% pour le super).

Dans la branche « véhicules automobiles, motos et pièces détachées », le chiffre d'affaires est tiré par les ventes de « véhicules automobiles neufs » (+28,4%), de « motos neufs » (+6,2%) et de « pièces et accessoires de véhicules automobiles et motos neufs » (+15,7%).

La progression des ventes de « produits de l'alimentation » est portée par les ventes de « produits non transformés de la pêche, de la pisciculture ou de l'aquaculture » (+2,3%), des « produits non transformés de l'agriculture, de la chasse ou de la sylviculture » (+0,7%) et des « autres produits » (+7,2%).

Graphique 18 : Evolution de l'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail



✓ *Dynamisme des services de transport*

Dans le secteur des transports, toutes les composantes restent bien orientées, à l'exception du trafic de marchandises par voie ferroviaire qui demeure en repli.

Le **transport aérien** se consolide au mois de juin 2023 en glissement annuel, après avoir décéléré depuis le mois de février. En effet, le nombre total de passagers progresse de 15,2% en juin après des hausses de 12,3% et 17,4% respectivement en mai et avril 2023. Cet accroissement est porté à la fois par le nombre de passagers commerciaux (+14,7%) et le nombre de passagers en transit (+29,4%).

L'augmentation du nombre de passagers commerciaux provient à la fois des trafics avec la CEDEAO (+5,1%), le reste de l'Afrique (+43,5%), l'Europe (+8,6%) et le reste du monde (+26,9%). À contrario, le trafic national demeure en repli (-45,1%) en lien avec les travaux en cours au niveau des aéroports de San Pedro et Korhogo.

Au terme du premier semestre 2023, le nombre de passagers commerciaux se situe à 999 310, en augmentation de 20,1% par rapport à l'année précédente.

Le **transport maritime** se caractérise par une évolution irrégulière du trafic global de marchandises, qui demeure, toutefois, en hausse depuis le début de l'année. En effet, **au mois de juin 2023**, le trafic global de marchandises par voie maritime s'accroît de 8,1% en glissement annuel, après des hausses de 11,3% et 6,8%, respectivement aux mois de mai et avril 2023. Ce dynamisme est attribuable à la bonne tenue du trafic national (+2,0%) et du transbordement (+128,2%), atténuée par le repli du transit (-16,7%).

Ainsi, **au terme du premier semestre de l'année**, et comparativement à la période correspondante de 2022, le trafic global de marchandises par voie maritime progresse de 12,7%, porté par la vigueur des activités aussi bien au niveau du port d'Abidjan (+13,1%) que du Port de San Pedro (+10,5%). Le transport maritime devrait continuer de se bonifier dans les mois à venir en lien avec la poursuite des investissements dans le secteur, notamment la mise en exploitation du nouveau terminal céréalier du port d'Abidjan qui a accueilli ses premiers navires le 27 avril 2023. Ces investissements viennent renforcer ceux réalisés au dernier trimestre 2022 à savoir, le Terminal Industriel Polyvalent (TIPS) inauguré au mois de septembre 2022 au port de San

Pedro, et le second terminal à conteneur du port d'Abidjan inauguré le 2 décembre 2022.

Le **transport routier** demeurerait bien orienté au terme du premier semestre 2023, au regard de la progression de 5,8%, en glissement annuel, de la consommation des carburants « gasoil » et « super ».

S'agissant du **transport ferroviaire**, il poursuit sa baisse amorcée depuis septembre 2021. En effet, au mois de juin 2023, le trafic de marchandises se contracte de 10,6% en glissement annuel, après -9,4% et -17,8% respectivement en mai 2023 et avril 2023. Le transport ferroviaire pâtit de la situation sécuritaire au Burkina Faso.

Au terme des six premiers mois de l'année 2023 et comparativement à la période correspondante de 2022, le trafic de marchandises par voie ferroviaire recule de 14,3%.

✓ *Hausse du volume d'activité dans les TIC*

Le secteur des télécommunications se comporte favorablement grâce à la bonne tenue de l'ensemble des services.

S'agissant du nombre de minutes d'appel, il connaît un fort ralentissement depuis le début de l'année mais demeure en hausse. En effet, **au mois d'avril 2023**, le trafic voix s'accroît de 0,6% en glissement annuel, après des hausses de 1,2% et 4,5%, respectivement aux mois de mars et février 2023. Il en est de même pour le trafic internet qui progresse de 28,1% après +38,2% en mars et +38,3% en février 2023. S'agissant du trafic SMS, il accélère au mois d'avril après avoir ralenti depuis le début de l'année. En effet, il enregistre une hausse de 6,9% après celles de 2,3% et 4,5% respectivement aux mois de mars et février 2023.

Au terme des quatre premiers mois de 2023, l'ensemble des services à savoir, le trafic voix (+6,1%), le trafic SMS (+5,2%) ainsi que le trafic internet (+35,0%) se maintiennent à la hausse. Il en est de même pour le nombre d'abonnements (+7,8%) et le chiffre d'affaires total du secteur (+2,9%).

II.1.d. Prix

L'inflation, malgré un relâchement au mois de juin 2023, reste installée à des niveaux toujours élevés. En revanche, le prix moyen de la production industrielle ressort en baisse au mois de mai 2023.

II.1.d.1. Prix à la consommation

Les prix à la consommation continuent de subir les effets persistants des pressions inflationnistes, principalement au niveau des produits alimentaires. Cette situation est imputable à une demande intérieure vigoureuse, à la poursuite de la hausse des prix internationaux de certains produits de grande consommation et à la perturbation des canaux de commercialisation du fait de la crise sécuritaire, notamment au Burkina Faso, au Mali et au Niger.

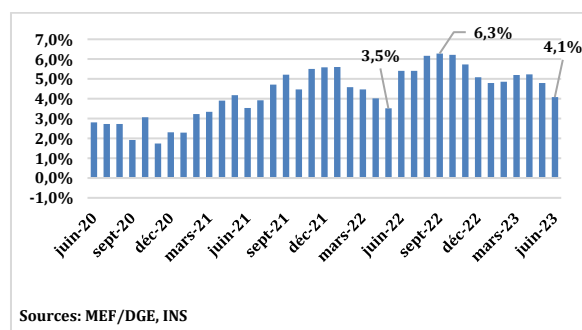
En vue de préserver le pouvoir d'achat des ménages, le Gouvernement poursuit la mise en œuvre des mesures prises dans le cadre de la lutte contre la cherté de la vie. Ainsi, afin de renforcer le dispositif de contrôle du respect des différentes mesures adoptées par le Gouvernement, il a été procédé au lancement de l'application mobile dénommée "Contrôle citoyen" depuis le 8 mai 2023.

✓ *Ralentissement du rythme de progression de l'inflation au mois de juin 2023*

Au mois de juin 2023, la progression de l'Indice Harmonisé des Prix à la

Consommation (IHPC), en glissement annuel, ralentit à +4,1%, après +4,8% en mai et +5,2% en avril 2023. Cette décélération de l'inflation résulte de la baisse du rythme de progression des prix des produits comestibles (+5,7% après +6,6% le mois précédent) et de ceux des prix des produits non comestibles qui se situent à +3,2% contre +3,9% au mois de mai 2023.

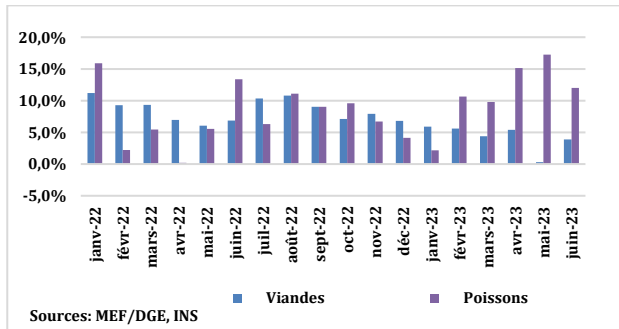
Graphique 19 : Evolution de la dynamique de l'indice général des prix à la consommation en glissement annuel



Les produits de la composante « produits comestibles » les plus touchés par ce ralentissement de prix sont, notamment, les « céréales non transformées » (+8,5% après +9,7% le mois précédent), les « poissons » (+12,0% après +17,3% le mois précédent), les « produits laitiers » (+5,4% après +7,9% le mois précédent), les « boissons alcoolisées » (+1,2% après +2,0% le mois précédent), les « huiles et graisses » (+13,5% après +16,6% le mois précédent) ainsi que les « tabacs et stupéfiants » (-0,4% après +2,3% le mois précédent) dont les prix refluent significativement.

En revanche, les prix des « viandes » (+3,9% après +0,3% le mois précédent), des « légumes frais » (+21,4% après +19,2% le mois précédent), des « fruits » (+10,3% après -0,5% le mois précédent) et des « tubercules et plantains » (+0,1% après -1,3% le mois précédent) enregistrent un accroissement de leurs rythmes de progression.

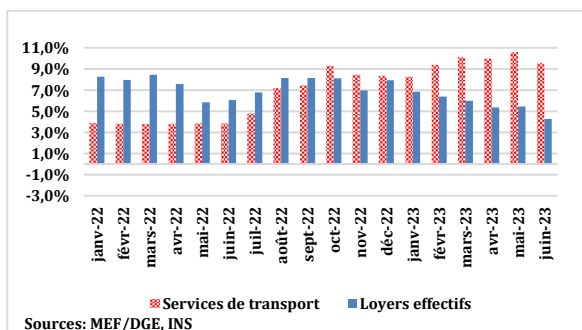
Graphique 20 : Evolution des prix de quelques produits alimentaires en glissement annuel



S'agissant de la composante « produits non comestibles », elle enregistre une décélération au niveau des prix des « loyers effectifs » (+4,3% contre +5,4% au mois de mai), des « meubles, articles d'ameublement, tapis » (+0,7% contre +1,9% au mois de mai), des « services de transport » (+9,5% contre +10,6% au mois de mai), des « journaux, livres et articles de papeterie » (+1,3% contre +1,9% au mois de mai), des « services de restauration » (+6,3% contre +7,5% au mois de mai).

En revanche, l'accroissement des prix, notamment, des « produits, appareils et matériels médicaux » (+2,6% contre +0,6% au mois de mai) atténue cette tendance à la baisse.

Graphique 21 : Evolution des prix de quelques services en glissement annuel



✓ Augmentation des prix à la consommation en moyenne sur le premier semestre de 2023

En moyenne, sur le premier semestre de l'année en cours, l'Indice général s'accroît de 4,8% en glissement annuel, après avoir

augmenté de 4,6% sur la période correspondante de 2022. Cette évolution est attribuable à l'augmentation des prix des produits non comestibles (+4,0% après +2,8% en 2022) tandis que les prix des produits comestibles (+6,4% après +8,3% en 2022) connaissent une décade.

L'accroissement des prix des produits non comestibles se ressent principalement au niveau des prix des « services de transport » (+9,6% après +3,8% en 2022), des « services de restauration » (+7,3% après +3,0% en 2022) et des « articles d'habillement » (+2,3% après +1,7% en 2022).

Quant aux prix des produits comestibles, la décade est plus perceptible au niveau des prix des « légumes frais » (+4,9% contre +12,3% en 2022), des « viandes » (+4,2% après +8,2% en 2022) ainsi que des « tubercules et plantains » (+3,0% après +4,9% en 2022). En dépit du ralentissement du rythme de croissance de ce groupe de produits, les « huiles et graisses » (+15,3% après +10,0% en 2022), les « poissons » (+11,1% après +6,9% en 2022), les « céréales non transformées » (+9,1% après +6,3% en 2022) maintiennent leur fort renchérissement.

II.1.d.2. Prix dans la production industrielle

Les prix dans la production industrielle continuent de refluer au mois de mai 2023, à un rythme plus accentué que le mois précédent. En effet, l'Indice de Prix dans la Production industrielle (IPPI) ressort en baisse de 2,2%, en glissement annuel, après 1,9% et 2,0% respectivement aux mois d'avril et mars 2023. Ce mouvement de détente des prix de la production dans l'industrie est attribuable principalement aux replis conjoints des prix de production des industries manufacturières (-2,6% contre -2,3% en avril 2023) et extractives (-

0,1% contre -1,1% en avril 2023). Dans les « industries de production et de distribution d'électricité, de gaz et d'eau » et les « industries environnementales », les prix de production restent constants.

Dans les industries d'extraction, la baisse des prix de production est principalement marquée au niveau de la division « extraction d'hydrocarbures » qui se contractent de 20,7% en dépit des augmentations des prix des produits provenant des divisions « extraction minerais métalliques » (+6,5%) et « autres activités extractives » (+2,7%).

Dans le secteur manufacturier, la baisse de prix de production concerne les produits issus de la division « raffinage pétrolier, cokéfaction » (-17,4%), « imprimerie et reproduction d'enregistrement » (-25,2%), « fabrication du papier et carton » (-1,3%), « fabrication de produits chimiques » (-15,1%) ainsi que « travail du caoutchouc et du plastique » (-0,5%).

Par contre, ces replis des prix à la production sont allégés par la hausse des prix des divisions notamment, « fabrication de matériaux minéraux » (+8,0%), « travail du bois et fabrication d'articles en bois hors meubles » (+6,0%), « fabrication d'équipements électriques » (+5,7%).

En moyenne **sur les cinq (5) premiers mois** de l'année, le prix moyen de production industrielle baisse de 0,2% en lien avec la contraction des prix de production des industries extractives (-1,6%) tandis que ceux dans le manufacturier augmentent de 0,6%. En effet, dans les industries extractives, les prix dans la division « extraction d'hydrocarbures » replie fortement de 12,3%, malgré une hausse observée des prix des divisions « extraction de minerais métalliques »

(+1,4%) et « autres activités extractives » (+2,9%).

S'agissant des prix dans le manufacturier, ils sont soutenus principalement par les produits des divisions « travail du bois et fabrication d'articles en bois hors meubles » (+17,5%) et « fabrication de produits pharmaceutiques » (+7,3%).

En revanche ceux des « industries de production et de distribution d'électricité, de gaz et d'eau » et des « industries environnementales », se maintiennent à leur niveau de l'année précédente.

II.1.e. Emplois

Dans l'emploi formel, le nombre de salariés ainsi que le nombre d'emplois nets créés demeurent en augmentation. **Au mois de juin 2023**, le nombre d'emplois nets créés progresse de 31,4% en glissement annuel pour se situer à 7 150.

Au terme du premier semestre 2023, le nombre d'emplois nets créés s'élève à 50 780, en hausse de 15,6% par rapport à la période correspondante de 2022. Cette évolution résulte des effets conjugués de la progression des créations nettes dans le privé (+22,2%) et de leur contraction dans le public (-4,3%). A fin juin 2023, l'effectif total de salariés en emplois formels s'établit à 1 359 682.

Dans le privé, l'accroissement du nombre d'emplois nets créés (+40 340) provient de la hausse du nombre de nouvelles immatriculations (+68 994) et des réembauches (+35 572) plus forte que celles des cessations d'activités (+64 226). Ces nouvelles immatriculations concernent principalement le commerce (34,0%), l'industrie manufacturière (15,7%) et le BTP (14,1%).

Dans le secteur public, le nombre de nouveaux fonctionnaires enregistrés à fin juin 2023 ressort à 8 276 contre 13 824 un an plus tôt. Ces nouvelles affectations concernent principalement les ministères en charge de la santé (21,8%) et de la formation (13,9%).

II.2. FINANCES PUBLIQUES

Au terme du premier semestre 2023, la situation des finances publiques est caractérisée par une hausse du niveau de recouvrement des recettes totales et dons aussi bien par rapport aux objectifs définis lors de la mission du FMI que par rapport à fin juin 2022. Le niveau d'exécution des dépenses totales et prêts nets s'affiche en dessous du niveau attendu.

II.2.a. Recettes totales et dons

Les recettes totales et dons ressortent à 3 856,3 milliards contre un objectif de 3 782,2 milliards, soit une plus-value de 74,1 milliards. Ce résultat est attribuable au bon recouvrement des recettes fiscales (+13,6 milliards) et non fiscales (+67,7 milliards) en dépit du retard observé sur la mobilisation des recettes affectées et parafiscalité (-5,2 milliards) et des dons (-7,2 milliards).

□ *Moindre recouvrement des recettes fiscales affectées*

Les recettes fiscales (y compris les recettes affectées et parafiscalité) se situent à 3 254,2 milliards contre 3 240,6 milliards défini comme objectifs, soit un écart positif de 13,6 milliards

En ce qui concerne les recettes fiscales hors recettes affectées, elles se situent à 3 038,9 contre 3 004,2 milliards et enregistrent ainsi une plus-value de 34,6 milliards par rapport à l'objectif.

Par nature d'impôts, les éléments explicatifs des réalisations se présentent comme suit :

Au niveau de la fiscalité intérieure

Les recettes fiscales intérieures ressortent à 1 800,2 milliards, supérieures de 28,8 milliards à l'objectif de 1 771,4 milliards au premier semestre 2023.

Ce niveau de performance a été réalisé sous l'effet conjugué des bonnes performances enregistrées dans le recouvrement des impôts ci-après :

– **Les Revenus du pétrole-gaz** sont en hausse de 11,3 milliards par rapport à l'objectif de 72,7 milliards, soit une plus-value de 20,9 milliards. Le bon niveau de recouvrement de ces impôts est attribuable à la composante BIC hors pétrole, en hausse de 21,9 milliards en lien avec le paiement de certains contribuables avant l'échéance du mois d'avril ;

– **Les impôts sur les revenus des capitaux immobiliers** ont été collectés à hauteur de 85,3 milliards et ressortent avec un écart positif de 12,3 milliards par rapport aux objectifs. Cette bonne performance est liée à des paiements significatifs d'IRVM au cours du 1^{er} semestre avant l'échéance légale d'octobre.

- **La Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) en régime intérieur** a été collectée à hauteur de 349,8 milliards contre une prévision de 338,2 milliards, soit une plus-value de 11,5 milliards due, d'une part à l'amélioration du processus de collecte de la TVA, notamment l'instauration en 2023 de la déclaration mensuelle de TVA pour les contribuables du RSI et d'autres part, à l'effet de la digitalisation et de l'automatisation des procédures.

- **La taxe sur les opérations bancaires** est en hausse de +7,6 milliards par rapport aux objectifs et s'établit à 58,5 milliards, tirée par le dynamisme des activités bancaires induisant une progression du résultat des banques.
- **L'impôt BIC hors pétrole-gaz** enregistre une plus-value de 6,5 milliards par comparaison aux objectifs pour s'afficher à 423,4 milliards. Cette progression découle des bons résultats enregistrés dans la plupart des secteurs d'activités de l'économie au cours de l'année 2022.

La Taxe ad valorem : en raison de la persistance de la crise russo-ukrainienne ayant engendré la hausse du cours de l'or, cette taxe connaît un accroissement de 3,5 milliards relativement au niveau défini en objectif. Elle se situe à 30,4 milliards.

A l'opposé de cette dynamique positive de recouvrement, certains impôts enregistrent une contreperformance par rapport aux objectifs, il s'agit notamment :

Les droits d'enregistrement et de timbre ressortent à 120,9 milliards contre 123,7 milliards en objectifs soit un écart négatif de 2,9 milliards en raison d'une différence entre les prix CAF projetés et le prix ayant servi de base de calcul.

Les taxes sur les télécommunications ressortent à 29,3 milliards (-6,0 milliards). Cette contre-performance est due au retard observé dans la mise en œuvre du dispositif de contrôle des flux de télécommunication et se traduit par la supposée baisse du chiffre d'affaires des entreprises du secteur.

La Taxe d'Etat de l'Entrepreneur (y compris IS) et la Taxe de la Micro-entreprise ressortent respectivement à 3,7 et à 5,1 milliards soit des niveaux en dessous de leurs objectifs respectivement de 6,2 milliards et de 7,4 milliards, ceci en raison de prévisions optimistes.

En plus de ces taxes relevées ci-dessus, les **Impôts sur les traitements et salaires ITS et les patentes et licences** sont en retrait par rapport à leurs objectifs respectivement de 1,0 milliard et de 2,0 milliards.

Au niveau de la fiscalité de porte

Les recettes douanières sont ressorties à 1 238,7 milliards à fin juin 2023, en hausse de 5,8 milliards par rapport à l'objectif de 1 232,8 milliards. Cette réalisation est due aux performances enregistrées au niveau des droits et taxes à l'exportation.

Les **droits et taxes à l'exportation** se situent à 277,5 milliards contre une prévision de 262,0 milliards, soit une plus-value de 15,5 milliards. Cette performance découle principalement du niveau excédentaire des exportations en volume de cacao (1260,0 milliers de tonnes pour un objectif de 1091,7 milliers de tonnes) et de noix de cajou (732,1 milliers de tonnes pour un objectif de 580,6 milliers de tonnes).

Les **droits et taxes à l'importation**, enregistrent une moins-value de 13,7 milliards par rapport à l'objectif. Ce résultat est la conjugaison d'un faible recouvrement des taxes sur les produits pétroliers qui régressent de 20,4 milliards par rapport à leur cible et d'une plus-value de 6,7 milliards réalisés sur les marchandises générales. La moins-value de 20,4 milliards enregistrée sur les produits pétroliers s'explique d'une part par une taxation déficitaire sur le gasoil (74,26 f/l pour un objectif de 87,53 f/l, soit un déficit de 13,28 F/L), et d'autre part par une consommation en volume inférieure aux objectifs sur le gasoil (une réalisation de 746,55 millions de litres pour un objectif de 770,94 millions de litres) et sur le super carburant (une réalisation de 704,86 millions de litres pour un objectif de 767,5 millions de litres).

□ **Bon niveau des recettes non fiscales**

Les recettes non fiscales se situent à 467,7 milliards majorant les objectifs de 67,7 milliards, sous l'effet jumelé des excédents réalisés, notamment sur les cotisations de sécurité sociale (+30,8 milliards) et les recettes de service (+39,8 milliards) qui ressortent respectivement à 366,5 milliards et à 54,0 milliards).

□ **Faible mobilisation des dons**

Le niveau des dons mobilisés se situe à 134,4 milliards, en régression de 7,2 milliards comparé aux objectifs du premier semestre 2023. En effet, les dons projets ont été mobilisés à 35,4 milliards pour un objectif de 41,8 milliards tandis que les dons programme l'ont été pour 99,1 milliards contre 99,9 milliards prévus.

II.2.b. Dépenses totales et prêts nets

A fin Juin 2023, les dépenses totales et prêts nets ont été réalisés globalement à hauteur de 4 885,0 milliards en deçà d'une prévision de 5 120,3 milliards projetée. Le niveau est en hausse de 1 130,8 milliards par rapport à un an plutôt.

□ **Recul du niveau des dépenses**

La régression de l'exécution du niveau des dépenses est essentiellement due aux dépenses d'investissement (-188,7 milliards), aux subventions et autres transferts (-38,9 milliards) ainsi que les dépenses de sécurité (-59,0 milliards).

Ci-après les éléments explicatifs des réalisations comparés à l'objectif :

– **Les dépenses d'investissement** sont effectuées à hauteur de 1 352,9 milliards, contre une prévision de 1 541,6 milliards, soit un taux d'exécution de 87,8%, dû à un faible niveau d'exécution des dépenses financées sur le Trésor.

– **Les Subventions et autres transferts** sont en baisse de 38,9 milliards par rapport à l'objectif de 444,9 milliards. Ce gap résulte d'un niveau de transferts éducatifs moins que prévu.

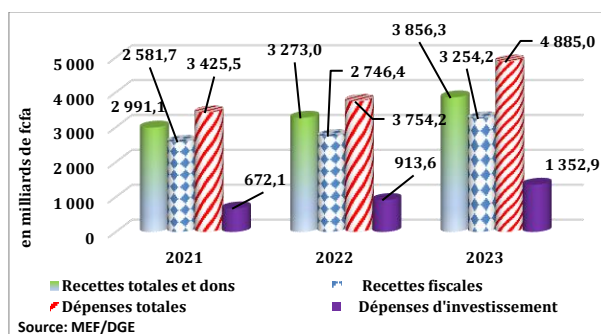
– **Les dépenses de personnel**, ont été payées à hauteur de 1 137,6 milliards pour une prévision de 1 133,6 milliards à fin juin 2023 ;

– **Les intérêts de la dette** se sont élevés à 627,6 milliards (dont 274,4 milliards sur la dette intérieure et 353,2 milliards sur la dette extérieure) contre 568,7 milliards projetés. Soit un dépassement de 58,9 milliards de FCFA en lien principalement avec l'augmentation continue des taux d'intérêt variables (euribor et libor) et des conditions défavorables sur les marchés ;

– **Les dépenses de fonctionnement** s'affichent à 765,1 milliards comparé à l'objectif de 725,2 milliards à fin juin 2023, soit un dépassement de 39,9 milliards, en liaison principalement avec l'exécution des dépenses du plan de riposte sanitaire ;

– **Les dépenses de sécurité** quant à elles ressortent à 153,4 milliards pour une prévision initiale de 212,3 milliards.

Graphique 22 : Évolution des principaux agrégats des finances publiques à fin juin



II.2.c. Financement

Le déficit budgétaire est ressorti à -1 028,7 milliards comparée à l'objectif de -1 338,2 milliards au premier semestre 2023.

Afin de financer ce déficit et assurer le remboursement du capital de la dette publique arrivée à échéance, le Gouvernement a eu recours aux marchés monétaire et financier pour un montant de 1 612,9 milliards. Par ailleurs, dans le cadre du programme économique et Financier conclu avec le FMI, un premier décaissement de 302,0 milliards a été mobilisé pour un montant annuel de 618,3 milliards attendus. L'Etat a également bénéficié de 41,0 milliards d'appuis budgétaires du Japon et de 663,7 milliards de tirages sur les prêts projets.

II.3. COMMERCE EXTÉRIEUR

A fin juillet 2023, et comparativement à la même période de 2022, le commerce extérieur hors biens exceptionnels se caractérise par une amélioration des termes de l'échange de 11,3% sous l'effet d'un repli des prix à l'importation (-2,6%) et d'une hausse des prix à l'exportation (+8,4%).

Dans ce contexte, les exportations en valeur augmentent de 14,7% contre une hausse de 8,8% des importations. Ainsi, le solde commercial affiche un excédent (FAB-CAF) de 654,2 milliards, supérieur à l'excédent de 271,2 milliards réalisé un an plus tôt.

En ce qui concerne le taux de couverture des importations par les exportations, il ressort à 110%, en progression de 5,7 points de pourcentage comparativement à la même période de l'année passée.

II.3.a. Exportations

✓ *Hausse des exportations en valeur tirée principalement par les ventes de produits pétroliers*

Les exportations sont portées par les ventes

en valeur des produits primaires (+5,3%) et de produits transformés (+32,8%). Quant aux produits miniers, ils baissent de 1,1%.

Les exportations de produits primaires en valeur sont soutenues principalement par la hausse des ventes de cacao fève (+6,9%), de noix de cajou (+22,8%) et de caoutchouc naturel (+8,5%). Par ailleurs, les exportations de coton masse chutent de 51,7%.

En ce qui concerne les exportations de produits transformés en valeur, leur augmentation provient majoritairement des exportations de produits pétroliers autre que le pétrole brut (+70,4%) et de cacao transformé (+21,0%).

S'agissant des exportations de produits miniers, leur repli en valeur résulte en grande partie de la mévente de pétrole brut (-30,9%) amoindrie par la hausse des ventes d'or brut (+11,0%).

✓ *Prépondérance des produits transformés dans les exportations*

A fin juillet 2023, la structure des exportations en valeur est dominée par les produits transformés qui représentent 44,3% des exportations totales. En outre, leur part est en hausse de 6,0 points de pourcentage, principalement au détriment des produits primaires dont la part a chuté de 3,6 points de pourcentage pour s'afficher à 40,7%.

Les exportations de produits primaires sont essentiellement composées de produits de l'agriculture d'exportation, notamment le cacao fèves, le caoutchouc naturel et la noix de cajou qui contribuent respectivement à 19,8%, 9,8% et 7,6% de la valeur totale des exportations hors biens exceptionnels.

Concernant les produits transformés, la catégorie « produits manufacturés », dominée par les produits pétroliers autres que le pétrole brut (17,6%), vient en première position avec 26,8% des exportations totales en valeur. Elle est suivie par la catégorie « produits de la première transformation » qui représente 16,6% des exportations.

S'agissant des produits miniers (15,0%), ils sont dominés par l'or brut (11,0%) et le pétrole brut (3,0%).

Tableau 3 : Structure des exportations en valeur à fin juillet 2023 et 2022

	2022	2023
Exportations hors biens exceptionnels	100%	100%
Produits primaires	44,4%	40,7%
Agriculture vivrière, Elevage, Pêche	0,5%	0,5%
Agriculture Industrielle et d'Exportation	43,9%	40,2%
dont Cacao fèves	21,3%	19,8%
Noix de cajou	7,1%	7,6%
Caoutchouc naturel	10,3%	9,8%
Coton masse	3,3%	1,4%
Produits transformés	38,3%	44,3%
1ère Transformation	18,6%	16,6%
dont Cacao transformé	10,1%	10,6%
Huile de palme	4,3%	1,6%
Café transformé	0,5%	0,3%
Amande de Cajou	0,8%	1,0%
Conserves et Préparation Alimentaires	1,8%	1,0%
Manufacturiers	17,9%	26,8%
dont Produits pétroliers autre que le pétrole brut	11,8%	17,6%
Produits miniers	17,4%	15,0%
Pétrole brut	5,0%	3,0%
Or brut	11,4%	11,0%

Source : MEF/DGE, MBPE/DGD

I.1.a. Importations

✓ *Les importations en valeur portées principalement par les biens intermédiaires et les biens d'équipement*

Les importations croissent suite à l'augmentation des achats de biens intermédiaires (+18,0%) et de biens d'équipement (+43,9%) atténuée par la baisse des achats de biens de consommation (-7,2%).

Le repli des achats de biens de consommation en valeur provient en grande partie du reflux des achats de produits pétroliers autre que le pétrole brut (-30,7%).

Pour ce qui est des importations de biens intermédiaires, leur hausse en valeur s'explique principalement par la progression des achats de pétrole brut (+43,4%) et d'engrais (+63,7%).

Concernant les importations de biens d'équipement, leur augmentation en valeur est liée à l'accroissement des achats de matériels de transport de navigation maritime (+567,9%), de machines mécaniques (+17,9%), de matériels de transport routier sauf véhicules de tourisme (+22,7%)

✓ *Les importations toujours dominées par les biens de consommation.*

La structure des importations en valeur est similaire à celle de la même période de l'année 2022. Elle reste marquée par la prépondérance des importations de biens de consommation qui représentent 45,7% des importations en valeur, en repli toutefois, de 7,9 points de pourcentage relativement à 2022. A l'inverse, la part des biens intermédiaires ressort à 32,5%, en hausse de 2,5 points de pourcentage. Quant aux biens d'équipement, leur part s'affiche à 21,9%, en augmentation de 5,3%.

Tableau 4 : Structure des importations en valeur à fin juillet 2023 et 2022

	2022	2023
Importation hors biens exceptionnels	100,0%	100,0%
Biens de Consommation	53,5%	45,7%
Produits alimentaires	19,3%	17,9%
dont Poissons	4,5%	4,3%
Riz	4,4%	3,8%
Blé tendre	1,9%	1,6%
Autres biens de consommations	34,2%	27,8%
dont Produits pétroliers autre que le pétrole brut	16,3%	10,4%
Produits pharmaceutiques	2,9%	2,6%
Biens intermédiaires	30,0%	32,5%
Pétrole brut	11,0%	14,4%
Fer, fonte, acier et ouvrages en ces métaux	6,1%	5,5%
Produits chimiques	2,4%	2,3%
Papiers et cartons	1,8%	1,3%
Matériaux de construction (clinker)	1,8%	1,6%
Biens d'équipement	16,5%	21,9%
Machines mécaniques	6,1%	6,6%
Machines électriques	3,3%	3,6%
Matériels de transport routier sauf véhicules de tourisme	3,5%	4,0%

Source : MEF/DGE, MBPE/DGD

I.1.a. Répartition géographique des échanges

La répartition géographique des exportations en valeur montre que l'UE reste la première destination des produits ivoiriens avec 26,8% des ventes. La zone économique européenne est talonnée par la CEDEAO (26,1%), l'Asie (19,0%), l'Europe hors UE (14,6%) et l'Amérique (6,6%). Relativement à fin juillet 2022, les parts de l'UE, de l'Asie et de l'Amérique ont respectivement diminué de 1,2, 2,8 et 2,0 points de pourcentage alors que celles de la CEDEAO et des autres pays européens ont gagné respectivement 4,7 et 2,9 points de pourcentage.

Dans l'UE, les principales destinations des exportations ivoiriennes sont le Pays-Bas (10,5%), l'Allemagne (3,8%), la France (3,4%), la Belgique (3,2%) et l'Espagne (2,0%). Les principaux produits exportés sont le cacao fèves, le cacao transformé et le caoutchouc naturel.

En Asie, le Vietnam (6,4%), la Chine (3,8%), la Malaisie (3,8%), l'Inde (2,1%) et l'Indonésie (1,2%) représentent les principaux acquéreurs des produits ivoiriens. Ces exportations concernent majoritairement le cacao fèves, le caoutchouc, la noix de cajou et le coton masse.

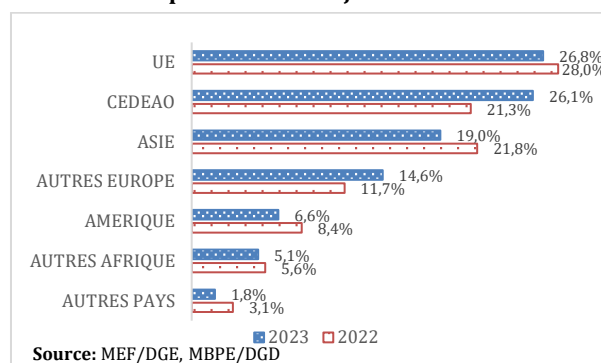
Dans la zone CEDEAO, la Côte d'Ivoire a pour principaux clients le Mali (13,8%), le Burkina Faso (5,5%), le Sénégal (1,6%), le Ghana (1,3%) et le Nigeria (0,9%). Leurs achats sont constitués essentiellement de produits transformés, notamment les produits pétroliers autres que le pétrole brut.

Sur le reste du continent européen, la Suisse (8,9%), le Royaume-Uni (2,6%), la Turquie (1,7%), la Norvège (1,0%) et la Russie (0,5%) sont les principaux acheteurs des produits ivoiriens, notamment le cacao fève et l'or.

En Amérique, les Etats-Unis (4,2%), le Canada (1,1%), le Brésil (0,7%) et le Mexique (0,6%) sont les principaux

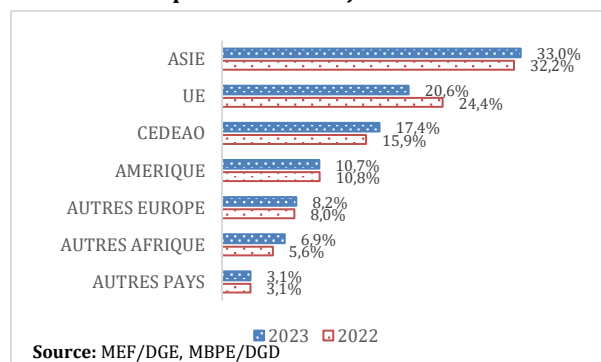
destinataires des exportations ivoiriennes, composées majoritairement de cacao fèves et de cacao transformé.

Graphique 23 : Répartition géographique des exportations à fin juillet 2023



En termes d'importations, l'Asie, avec 33,0% des achats en valeur, est restée le principal fournisseur de la Côte d'Ivoire. Elle est suivie de l'UE (20,6%) et la CEDEAO (17,4%) dont la part a augmenté de 1,5 points de pourcentage par rapport à 2022.

Graphique 24 : Répartition géographique des importations à fin juillet 2023



En Asie, la Chine (16,0%), l'Inde (6,1%), le Vietnam (1,8%), le Japon (1,5%) et la Thaïlande (0,6%) sont les principaux fournisseurs de la Côte d'Ivoire. Les importations en provenance d'Asie sont en grande partie constituées de riz, de « fer, fonte, acier et ouvrages en ces métaux », de machines mécaniques, « matières plastiques et ouvrage en ces matières », « produits divers des industries chimiques » et de matériels de transport routier sauf véhicules de tourisme.

Au niveau de l'UE, la Côte d'Ivoire a importé ses produits essentiellement de la France (5,9%), l'Allemagne (3,6%), la Belgique (2,2%), le Pays-Bas (2,0%) et l'Italie (1,9%).

L'UE a approvisionné la Côte d'Ivoire en machines mécaniques et en produits pétroliers autres que le pétrole brut.

Dans la zone CEDEAO, le Nigeria (13,0%) reste le premier fournisseur devant le Togo (1,4%) et le Ghana (1,3%). Les importations en provenance du Nigeria concernent principalement le pétrole brut.

II.4. SITUATION MONÉTAIRE ET MARCHÉ BOURSIER

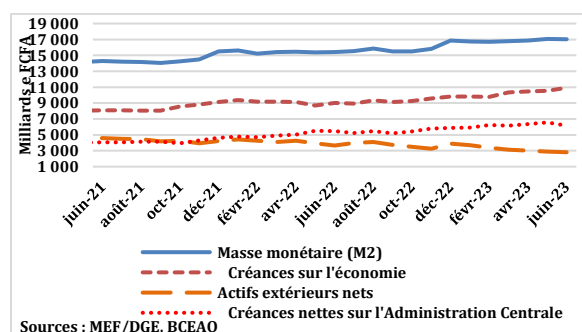
II.4.a. Situation monétaire

Les autorités monétaires de l'UEMOA poursuivent leur politique monétaire restrictive caractérisée par le maintien au mois de juin 2023, des taux directeurs à leur niveau en vigueur depuis mars 2023. En dépit de ce resserrement des conditions monétaires, le crédit est demeuré bien orienté en ligne avec la progression des encours de créances sur l'économie.

Ainsi, à fin juin 2023, la masse monétaire au sens large connaît une augmentation de 10,4% en rythme annuel, en baisse par rapport au mois précédent où elle s'est accrue de 11,1%. Cette évolution de l'agrégat monétaire est attribuable à une décélération des encours des créances nettes sur l'Administration Centrale (+12,7% contre +18,9% à fin mai 2023) tandis que le rythme de croissance des créances sur l'économie se maintient. Leur encours augmentant de 21,3% après +21,1% à fin mai 2023. S'agissant des actifs extérieurs nets, leur repli de 23,1% s'est amoindri comparativement à leur niveau à fin mai 2023 pour se situer à -26,2%.

Dans la zone l'UEMOA, la couverture des importations de biens et services par les réserves de change dans, s'est établie à 4,0 mois à fin mars 2023 contre 4,2 mois à fin décembre 2022 et 5,0 mois en mars 2022.

Graphique 25 : Evolution de la masse monétaire et de ses contreparties



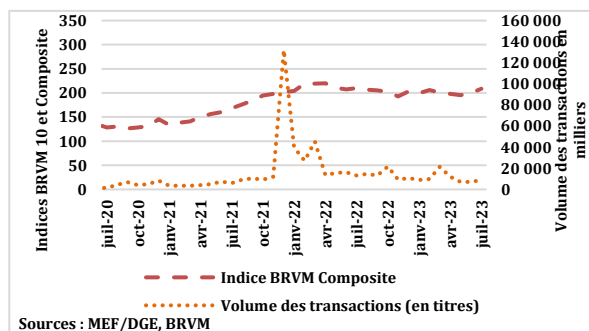
La dégradation des actifs extérieurs nets observée au déclenchement de la guerre russo-ukrainienne s'est poursuivie en raison du creusement du déficit du solde courant non couvert par les entrées de capitaux.

Par ailleurs, vu sous l'angle de ses composantes, l'évolution de la masse monétaire, en rythme annuel, s'est traduite par une décélération des rythmes de progression des autres dépôts inclus dans la masse monétaire (+5,4% après +8,1% en mai 2023), des dépôts transférables (+16,0% après +17,1% en mai 2023) ainsi que de la circulation fiduciaire (+6,2% après +3,5% en mai 2023).

II.4.b. Marché boursier

Sur la place boursière régionale de l'UEMOA, les indices de référence du marché se maintiennent en hausse au mois de juillet 2023 tout comme au mois précédent, après avoir affiché des pertes du mois de mars à mai 2023. Ainsi, les indices BRVM Composite et BRVM 30 s'accroissent respectivement de 4,3% et de 4,5%, après être ressortis en hausse de 2,3% et de 2,5% en juin. De même, l'indice « BRVM Prestige » augmente de 2,5% après une hausse de 3,2% enregistrée un mois plus tôt.

Graphique 26 : Évolution des principaux indicateurs du marché boursier de l'UEMOA



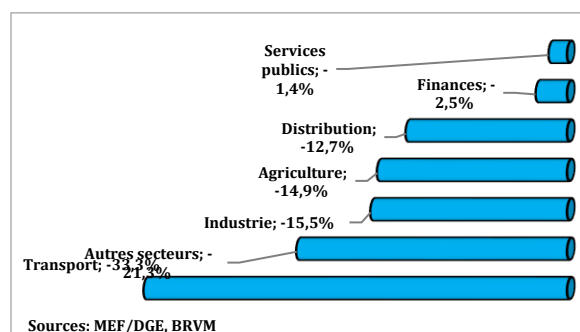
Au niveau sectoriel, la hausse des indices de références est portée par la bonne performance de la plupart des secteurs d'activités, notamment, le « Transport » (+9,2% après +10,9% au mois précédent), la « Distribution » (+3,7% après 7,2% au mois précédent), la « Finance » (+2,9% après +5,1% au mois précédent), l'« Industrie » (+7,4% après -1,9% au mois précédent) ainsi que les « Services publics » (+6,9% après +0,6% au mois précédent). Par contre, l'« Agriculture » (-15,9% après -1,3% au mois précédent) se replie en lien avec les contreperformances des valeurs PALC et SOGC dont les cours se contractent respectivement de 23,6% et 19,0%.

Quant aux transactions en volume, elles progressent pour s'afficher à 8 950 798 titres, en augmentation de 23,1% par rapport au mois précédent où elles se situaient à 7 275 575 titres. En valeur, les titres transigés augmentent de 67,4% pour une valeur de 36,2 milliards. Les obligations « PAD 6,60% 2020-2027 » et « ETAT DU SENEGAL 5,95% 2022-2034 » représentant respectivement 25,7% et 16,6% de la valeur totale transigée, sont les plus actives en évolution mensuelle.

Sur le marché des actions, le taux de rendement moyen ressort à 8,00% contre 7,93% le mois précédent. Quant au PER moyen, il ressort à 9,52 après 9,12 le mois précédent.

Concernant la capitalisation boursière composite à fin juillet 2023, elle croît de 23,2% en glissement annuel, sous l'effet d'un accroissement de la capitalisation du marché des obligations (+23,6%) et celui des actions (+22,8%).

Graphique 27 : Évolution des indices moyens boursiers sectoriels au premier semestre 2023, en glissement annuel



En moyenne **sur les sept premiers mois de l'année en cours**, l'indice BRVM Composite recule de 5,6% comparativement à la même période de 2022. Cette contreperformance provient de la baisse d'activités observée au niveau de la majorité des secteurs d'activité dont les plus marqués sont, notamment, le « transport » (-33,3%), l'industrie (-15,5%), l'« agriculture » (-14,9%) et la « distribution » (-12,7%).

En conclusion, l'activité économique nationale reste dynamique malgré un environnement international caractérisé par la persistance de l'inflation à des niveaux élevés et le durcissement des conditions financières. Elle reste également tributaire de l'évolution de la situation sécuritaire dans la sous-région, notamment au niveau des trois pays frontaliers que sont la Guinée, le Burkina et le Mali.

Toutefois, elle tire avantage de la poursuite de la mise en œuvre du PND 2021-2025 marquée par le démarrage effectif de la feuille de route 2023 comprenant 833 projets majeurs et 296 réformes. Aussi, les différentes mesures gouvernementales prises pour limiter la flambée des prix à la

consommation, ont permis une décélération des prix des produits, notamment ceux alimentaires.

L'activité économique continue de bénéficier d'un financement bancaire soutenu, en dépit du maintien de l'orientation restrictive de la politique monétaire pour juguler les pressions inflationnistes. Elle est portée par le bon comportement des secteurs secondaire et tertiaire. Dans le secteur primaire, l'agriculture industrielle et d'exportation enregistre une évolution mitigée en lien avec le repli des productions de fèves de cacao, de coton graine et de café.

Pour l'année 2023, le PIB réel de la Côte d'Ivoire devrait se situer à +7,2%, grâce à la vigueur des investissements, de la consommation finale et à une demande extérieure soutenue.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES
DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ÉCONOMIE
DIRECTION DES PRÉVISIONS, DES POLITIQUES ET DES STATISTIQUES
ÉCONOMIQUES

Plateau, Avenue Marchand, Immeuble SCIAM, 1er étage
04 BP 650 Abidjan 04 - Tél. (00225) 27 20 20 09 58 / 27 20 20 09 24 / 27 20 20 09 25
Email: sdc.dppse@dge.gouv.ci

Version du 15 Août 2023